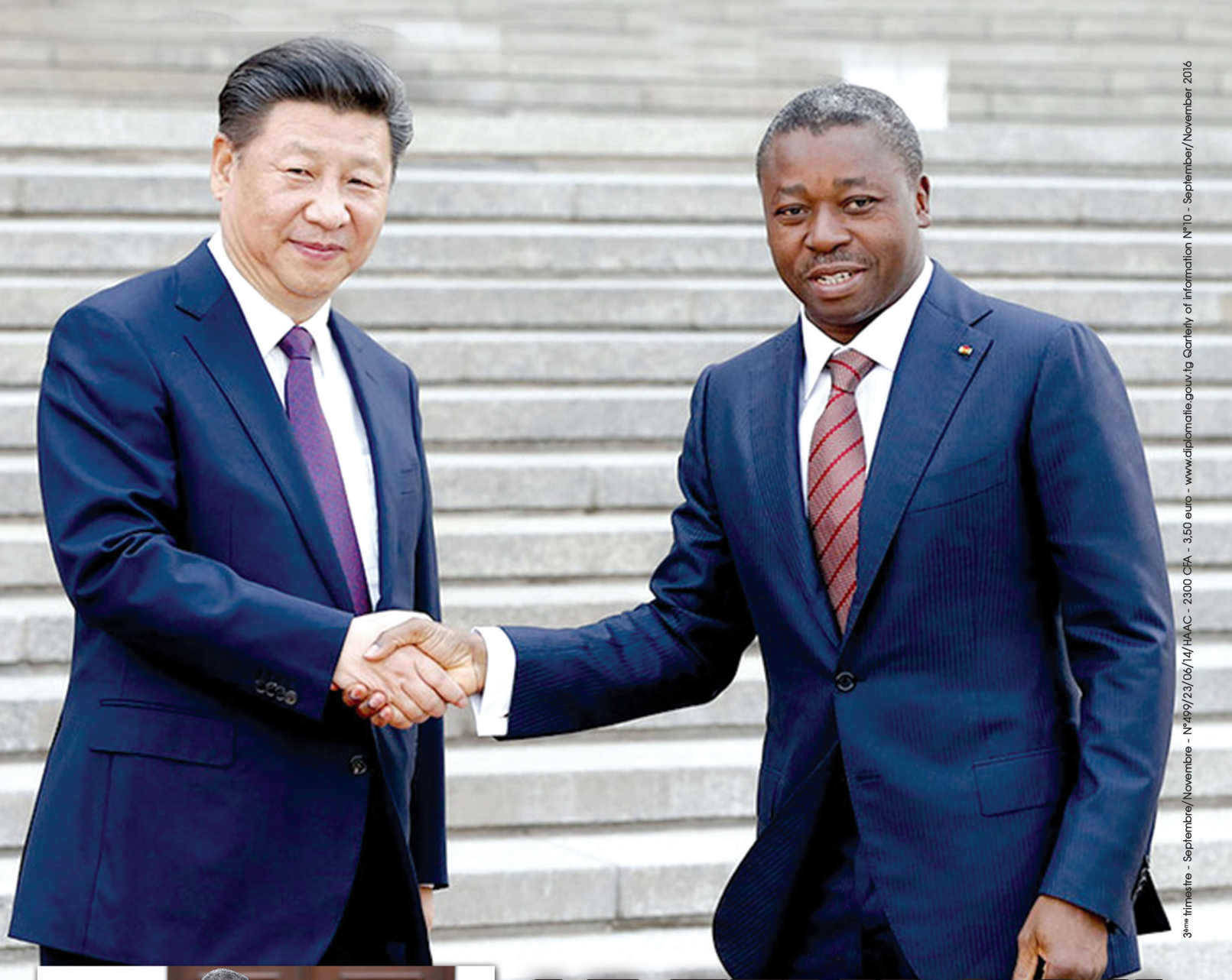


DIPL MAG

N°199/23/06/14/HAAC

Magazine d'analyses et de réflexions de la diplomatie togolaise
A Quarterly Magazine of Analyses and Reflections of Togolese Diplomacy

Septembre - Novembre / September - November / N°11



3^{ème} trimestre - Septembre/Novembre - N°199/23/06/14/HAAC - 2300 CFA - 3.50 euro - www.diplomatie.gouv.tg Garceily of information N°10 - September/November 2016



TO GO

© LOUIS VINCENT

LE TEMPS DU PRAGMATISME

PRAGMATISM SEASON



Opérateur portuaire de référence & 1^{er} réseau de logistique intégrée en Afrique



Nos activités au Togo

Manutention Conteneurs avec un nouveau quai de 15 mètres de profondeur, un linéaire total de 920 mètres et équipé de portiques.
Manutention Conventiennelle - Logistiques Spécifiques (Coton, Oil & Gas) - Fret Maritime & Aérien - Transport - Transit
Services Courrier Express - Consignation maritime - Transport ferroviaire - Bluesolutions (Stockage d'Énergie).

UNE FORTE PRÉSENCE AU TOGO AVEC SES FILIALES

TOGO TERMINAL
LOMÉ

LOMÉ MULTIPURPOSE TERMINAL
TOGO

Bolloré
AFRICA LOGISTICS

bluline
Togo

SAGA

S.T.C.M.

Tél. : (00228) 22 27 07 20 / 22 23 73 50 / 22 23 73 90 / Service commercial: sales.togo@bolloré.com / site web: www.bolloré-africa-logistics.com



UNE DIPLOMATIE À LA CONQUÊTE DES PAYS MODÈLES

DIPLOMACY TO CONQUER MODEL COUNTRIES

par **S.E.Prof. Robert DUSSEY**, *Ministre des affaires étrangères, de la coopération et de l'intégration africaine.*

By **H.E. Prof. Robert Dussey**, *Minister of Foreign Affairs, Cooperation and African integration.*

L'engagement résolu du Togo en faveur de l'atteinte des Objectifs du Développement Durable (ODD) commande que notre pays explore toutes les voix de la croissance de son économie. Pour ce faire, chaque secteur socio-économique du pays, y compris la diplomatie togolaise, doit jouer sa partition, dans ce combat ainsi engagé pour l'amélioration durable des conditions de vie des Togolais.

Le choix de faire de la diplomatie un levier du développement est le fruit d'une volonté politique indéniable. En témoignent la nouvelle définition des priorités politiques du gouvernement qui privilégie désormais les contacts avec des acteurs au potentiel et à l'offre économique plus marqués. Aussi la nouvelle orientation de la politique étrangère du Togo engage-t-elle la diplomatie à renforcer son action, en dehors de sa fonction traditionnelle, à travers sa capacité de facilitation de l'attraction des investissements directs étrangers, la recherche de financements innovants et de partenariats porteurs.

Dans cette optique, la diplomatie économique prônée par **S.E.M. Faure Essozimna GNASSINGBE**, Président de la République, est marquée cette année 2016 par des visites d'Etat en Egypte, en Chine et en Allemagne aux allures des forums économiques. Dans ces pays, la délégation togolaise a rassuré les opérateurs économiques de tout bord des opportunités économiques qu'offre notre pays, à la lumière des réformes soutenues entreprises, depuis près d'une décennie.

Afin de consolider les relations de coopération et pour intensifier les échanges avec des pays émergents, des mesures d'exemption de visas ont été prises entre le Togo et la Thaïlande, la Malaisie, la Chine, le Maroc, Singapour etc.

En termes de rayonnement du Togo, les missions économiques inaugurent un dispositif inédit au sein de la diplomatie togolaise dont le Ministre joue un véritable rôle de Voyageur Représentant et Placier (VRP) au profit du patronat. Ainsi, depuis 2014, plusieurs missions économiques ont été conduites par le Ministre des Affaires étrangères, de concert avec la Chambre de Commerce et d'Industrie du Togo (CCIT), notamment à Singapour, en Malaisie, en Espagne, en Australie, au Maroc, au Brésil, en Allemagne, en Chine etc.

A chacune de ces missions, la délégation togolaise, composée majoritairement d'hommes d'affaires, a pu explorer les opportunités économiques des pays visités mais aussi et surtout aller à la rencontre de leurs homologues étrangers pour des échanges pouvant conduire à la conclusion de partenariats d'affaires, constituant ainsi

The strong commitment of Togo to the achievement of the Sustainable Development Goals (GSD) orders that our country explores all the voices of its economy growth. To this end, every socio-economic sector of the country, including the Togolese diplomacy must play its part in this fight and committed to the sustainable improvement of the Togolese people living conditions.

The choice to make diplomacy a lever of development is the result of an undeniable political will. Evidenced by the new definition of the political priorities of the government, that now favors contacts with actors with potential and more pronounced economic offer. As well, the new direction of foreign policy of Togo engage the diplomacy to strengthen its action, apart from its traditional function, through its ability to facilitate the attraction of foreign direct investments, the search for innovative financing and promising partnerships.

From this perspective, economic diplomacy advocated by **S.E.M. Faure Essozimna GNASSINGBE**, President of the Republic, is marked in this year 2016 by state visits to Egypt, China and Germany through economic forums. In these countries, the Togolese delegation reassured traders of all kinds of economic opportunities of our country, in the light of the reforms supported enterprises, for nearly a decade.

In order to consolidate cooperation relations and increase trade with emerging countries, the visa exemption measures were taken between Togo and Thailand, Malaysia, China, Morocco, Singapore etc.

In terms of Togo's radiation, economic missions inaugurate a new mechanism within the Togolese diplomacy as the Minister plays a real role Traveller Representative and Salesperson (VRP) in favor of the stakeholders. Thus, since 2014, several economic missions were conducted by the Minister of Foreign Affairs, in cooperation with the Chamber of Commerce and Industry of Togo (CCIT), including Singapore, Malaysia, Spain, Australia, Morocco, Brazil, Germany, China etc.

At each of these missions, the Togolese delegation, composed mostly of businessmen, could explore the economic opportunities of the visited countries but also and specially meet with their foreign counterparts for discussions that could lead to the development of business partnerships, constituting real visibility forums for the Togolese private sector who can now count on diplomatic action to be more opened to the world. →

→ de véritables forums de visibilité pour le secteur privé togolais qui peut désormais compter sur l'action diplomatique pour s'ouvrir davantage sur le monde.

En application du concept de « diplomatie au service du développement », le réseau des ambassades et consulats togolais a été vivement exhorté à privilégier, à côté de leurs missions classiques - de représentation, de protection, d'information et de négociation – des contacts et initiatives visant à mobiliser les investissements étrangers en soutien aux efforts de développement du gouvernement. Pour ce faire, chaque ambassadeur est désormais muni d'une lettre de mission largement consacrée à la diplomatie économique et adaptée au contexte des opportunités régionales. A travers ce mandat, les ambassades sont désormais appelés à jouer le rôle de levier extérieur du développement national en privilégiant notamment dans leur action, la recherche et la mobilisation des investissements directs étrangers (IDE) tant institutionnels que privés, la promotion du « pavillon togolais » dans leur pays de résidence et la facilitation des partenariats d'affaires au profit du secteur privé togolais.

Dans cette optique, de nouvelles missions diplomatiques ont été ouvertes à Tokyo, New Delhi, Koweït City, Rabat, Pretoria. Parallèlement, certaines anciennes missions diplomatiques, entre-temps fermées, sont ré-ouvertes : il s'agit de Londres et de Brasilia. D'autres nouvelles missions diplomatiques, notamment au Sénégal, en Italie et en Turquie, sont en projet d'ouverture dans un proche avenir. L'objectif poursuivi par cette diplomatie togolaise offensive est claire : procéder à un maillage international rationnel pour tirer meilleur parti de sa présence extérieure.

La vision d'une Afrique unie, prospère et influente sur la scène internationale, fruit du renforcement de l'intégration africaine, est une carte majeure dans la politique du gouvernement togolais. Après la conduite parfaite de son mandat de Président en exercice de l'UEMOA, entre 2011 et 2013, le Togo s'est vu confier, à Niamey, la présidence du Conseil de l'Entente, le 11 juillet 2016, pour deux ans au terme du 3ème Sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Organisation.

La participation active du Togo aux Sommets de la CEDEAO le 04 juin 2016 à Dakar (Sénégal) et de l'Union Africaine (UA), les 17 et 18 juillet 2016, à Kigali (Rwanda), Sommets durant lesquels d'importantes décisions ont été prises, en rapport avec le financement de l'UA, ainsi que la question sécuritaire liée au terrorisme démontre, à suffisance, l'intérêt qu'accordent les autorités togolaises à l'intégration sous régionale et continentale.

Convaincu que le développement de l'Afrique passera inéluctablement par une intégration politique, économique, sociale et environnementale, etc, une démarche qui s'inscrit dans un long processus et qui nécessite l'implication de tous les acteurs au plan continental et national, le Togo, a organisé, les 24, 25 et 27 mai 2016, la première édition de la Semaine de l'intégration africaine destinée à renforcer l'harmonie, la paix, la solidarité et la fraternité pour une meilleure intégration des peuples africains. L'intégration sous régionale ou continentale ne saurait qu'un leurre sans un climat de paix et de sécurité, à l'intérieur des frontières comme à l'extérieur, nécessaire à tout développement économique et social. ↘

In application of the concept of «diplomacy for development», the network of embassies and consulates of Togo was strongly urged to focus on, alongside with their traditional missions - representation, protection, information and negotiation – contacts and initiatives to mobilize foreign investment in support of the development efforts of the government. To this end, each ambassador is now provided with an engagement letter largely devoted to economic diplomacy and context of regional opportunities. Through this mandate, embassies are now called upon to play the role of external lever of national development with a strong emphasis in their work, research and mobilization of foreign direct investment (FDI) both institutional and private, the promotion of «Togolese flag «in their country of residence and facilitating business partnerships for the benefit of the Togolese private sector.

In this light, new diplomatic missions were opened in Tokyo, New Delhi, Kuwait City, Rabat, Pretoria. Meanwhile, some former diplomatic missions in the meantime closed are reopened: this is London and Brasilia. Other new diplomatic missions, including Senegal, Italy and Turkey are in the open project in the near future. The objective of this Togo diplomatic offensive is clear: make a rational international network to make better use of its foreign presence.

The vision of a united Africa, prosperous and influential in the international arena, the result of strengthening African integration is a major card in the Togolese government policy. After the perfect driving of his term as acting President of the WAEMU, between 2011 and 2013, Togo was given in Niamey, the presidency of the «Conseil de l'Entente» on 11 July 2016 for two years at the end of the 3rd Summit of Heads of State and Government of the Organization.

The active participation of Togo in the Summits of ECOWAS 4 June 2016 in Dakar (Senegal) and the African Union (AU), on 17 and 18 July 2016 in Kigali (Rwanda), Summits during which important decisions were taken in connection with the financing of the AU, as well as the security issue related to terrorism demonstrates sufficiently, the interest accorded by the Togolese authorities to regional and continental integration.

Convinced that the development of Africa inevitably go through a political, economic, social and environmental, etc. integration, a procedure that is part of a long process that requires the involvement of all stakeholders at national and continental level, Togo, organized on 24, 25 and 27 May 2016, the first edition of the African integration week to strengthen harmony, peace, solidarity and fraternity for a better integration of African people. The integration in regional or continental level will be an illusion without a climate of peace and security within the borders and outside, necessary for any economic and social development. ↘



ÉDITORIAL

p.3

UNE DIPLOMATIE À LA CONQUÊTE DES PAYS MODÈLES
/ DIPLOMACY TO CONQUER MODEL COUNTRIES

LA 27^{ÈME} SESSION ORDINAIRE DE LA CONFÉRENCE DES CHEFS D'ÉTAT ET DE GOUVERNEMENT DE KIGALI UN TOURNANT DÉCISIF DANS L'HISTOIRE DE L'UA / *The 27th Ordinary Session of the Conference of the Heads of State and Government of Kigali: A Turning Point in the History of the AU*

DOSSIERS

p.6

SÉCURITÉ MARITIME: RÉAGIR ENSEMBLE EST INÉVITABLE /
MARITIME SECURITY: REACT TOGETHER IS UNAVOIDABLE

LE PROGRAMME D'URGENCE AU DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE (PUDC) LANCÉ PAR FAURE ESSOZIMNA GNASSINGBÉ / *Emergency Community Development Program (PUDC) launched by Faure Essozimna Gnassingbe*

LOMÉ ACCUEILLE LE 3^{ÈME} COMITÉ D'ORIENTATION STRATÉGIQUE AFRIQUE DE L'OUEST-UNION EUROPÉENNE /
LOME HOSTS THE THIRD WEST AFRICA-EUROPEAN UNION STRATEGIC POLICY COMMITTEE!

LE TOGO CÉLÈBRE LA SEMAINE DE L'INTÉGRATION AFRICAINE / *Togo celebrates the week of African integration.*

LA VISITE DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE AU ZIMBABWE, HARARE ET LOMÉ RENFORCENT LEUR PARTENARIAT / *The visit of the President of the Republic in Zimbabwe, Harare and Lome strengthen their partnership*

ACTUALITÉS

p.14

VISITE D'ÉTAT DU PRÉSIDENT FAURE GNASSINGBÉ EN CHINE
UNE RELATION DIPLOMATIQUE ET ÉCONOMIQUE SINO-TOGOLAISE EXCELLENTE ET PÉRENNE / *A STATE VISIT OF PRESIDENT FAURE GNASSINGBE IN CHINA: THE FALLOUT OF AN ACTIVE ECONOMIC DIPLOMACY IN THE CONTEXT OF AN EXCELLENT AND LONG-LASTING SINOTOGOLESE DIPLOMATIC AND ECONOMIC RELATIONSHIP*

LA SÉCURITÉ MARITIME LE G7++FOGG SOUTIENT LE SOMMET DE LOMÉ / *MARITIME SECURITY THE G7 ++ FOGG SUPPORTS THE LOMÉ SUMMIT*

LES CONSULTATIONS AFRIQUE-CHINE-ÉTATS-UNIS POUR LA PAIX DEUX GRANDES PUISSANCES À LOMÉ POUR LA MÊME CAUSE / *AFRICA-CHINA-USA CONSULTATIONS FOR PEACE TWO MAJOR POWERS FOR THE SAME OBJECTIVE IN LOME*

FAURE ESSOZIMNA GNASSINGBÉ À LA CONQUÊTE DE L'ALLEMAGNE / *FAURE ESSOZIMNA GNASSINGBE SEEKING TO CONQUER GERMANY*

LE PRÉSIDENT FAURE ESSOZIMNA GNASSINGBÉ A LA TÊTE DU CONSEIL DE L'ENTENTE / *President Faure Gnassingbe Chairs the Council of the Entente*



Diplomag Numéro 11 – Diplomag Number 11 – Septembre/ Novembre 2016 – September /November 2016

Directeur de la publication / *publicator Director* : Mme Abra TAY – Rédacteur en chef / *Editor in chief* : M. Arsenn AGBESSINO
– Secrétaire Général de la Rédaction / *Secretary General Editors* : M. Akovi Kotoè AGBODJAN-PRINCE – Directeur de Reportage / *Director of Reporting* : M. Messan KLUTSE – Rédacteurs / *Editors* : Directeurs centraux et chefs missions diplomatiques - Point focal DIPLOMAG : M. Soudou ADOM - Conception graphique / *Design production* : Vlady France Conseil - Nous écrire / *Write us*: Ministère des Affaires étrangères et de la coopération, BP : 900 Lomé, Tél. : +228 22 21 36 01, maeirtgce@yahoo.fr Photo couverture/ *Cover pictures* : Louis Vincent DIPLOMAG n° 499/23/06/14/HAAC

SÉCURITÉ MARITIME : RÉAGIR ENSEMBLE EST INÉVITABLE

MARITIME SECURITY: REACT TOGETHER IS UNAVOIDABLE



Patrouilleur de haute mer de nouvelle génération / High sea new generation Patrol boat

Les évolutions récentes des questions sécuritaires, migratoires, économiques et de développement nous montrent que, dans un monde interconnecté, il est illusoire et même contreproductif d'essayer d'apporter des réponses individuelles aux grands défis actuels. Des phénomènes comme le racisme, le commerce illicite des personnes, des armes, de la drogue, la lutte contre la corruption et les inégalités, la transparence des flux financiers, etc. demandent des répliques collectives, transcendant les frontières géographiques des Etats, dépassant l'échelle des continents. Ces réponses doivent aussi aller au-delà d'un certain relativisme culturel qui essaie de séparer hommes et femmes, selon la couleur de leur peau, leur religion ou leur statut social.

Ces réactions communes et conjointes ne peuvent pas non plus être partielles : en effet, il existe une relation de cause à effet indéniable entre le désespoir face à l'avenir ressenti par une partie de la jeunesse africaine et les tragédies de la migration irrégulière ; de même, l'analyse de la menace sécuritaire doit incorporer dans la réflexion les inégalités économiques et les faiblesses de l'Etat de droit dans certaines régions du continent.

Entre l'Afrique et l'Europe, il y a une histoire commune mais surtout une proximité géographique et une conception

Recent changes in security, migration, economic and development issues show that, in an interconnected world, it is unrealistic and even counterproductive to try to provide individual responses to current major challenges. Phenomena such as racism, illicit trade in human beings, weapons, drugs, the fight against corruption and inequality, the transparency of financial flows, etc. require collective retorts, transcending geographical boundaries of states, going beyond the scale of continents. These responses should also overstep a certain cultural relativism that tries to separate men and women, according to their skin colour, religion or social status.

These common and joint responses cannot be partial. In fact, there is an undeniable relationship of cause and effect between despair felt among the African youth about the future and the tragedy of irregular migration. Similarly, the analysis of the security threat should take into account economic inequalities and weaknesses in the rule of law in some parts of the continent.

Between Africa and Europe, there is a common history as well as a geographical proximity and a cultural conception of our societies that connect us inevitably. For instance, our societies share the extent of the challenge of developing an effective response against corruption, especially regarding its social punishment.



culturelle de nos sociétés qui nous relie nécessairement. Nos sociétés partagent par exemple l'ampleur du défi de développer une réaction efficace contre la corruption et surtout de la punir socialement. Elles conçoivent chacune qu'en démocratie, élire nos dirigeants est la base, mais pas la finalité : gagner le jour de l'élection ne suffit pas, il s'agit de gouverner tous les jours démocratiquement.

De surcroît, nous partageons des diasporas qui habitent sur nos terres respectives depuis longtemps et qui nous offrent des citoyennetés arc-en-ciel, métisses, dynamisant ainsi nos destins d'avenir ensemble.

Les Etats côtiers africains ont vu ces dernières années les menaces sécuritaires liées à la maîtrise insuffisante de leurs eaux territoriales et l'accès à leurs côtes s'amplifier. Il en résulte une augmentation des activités criminelles et terroristes, qui constituent aussi une menace croissante pour les intérêts et les citoyens de la communauté internationale, et en particulier de l'Union européenne (UE). Cet article passe donc en revue le niveau global de la menace, les risques qu'elle induit pour les Etats africains et l'UE, ainsi que quelques mesures que l'UE, en collaboration avec d'autres partenaires, pourrait prendre pour aider ces Etats à s'attaquer au problème de l'insécurité maritime.

Commençons par une mention succincte **des menaces**. On se doit en premier lieu de souligner qu'elles sont souvent liées entre elles, par-delà les frontières et peuvent entraîner collectivement une criminalité contagieuse, susceptible de compromettre la stabilité ou l'efficacité de quelques Etats, constituant ainsi un frein au développement économique et aux efforts de réduction de la pauvreté.

Il existe trois types de menaces :

a) celles qui se manifestent uniquement en mer comme la pêche illicite, les actes de piraterie ou encore l'immersion illicite de déchets, par exemple.

Il faut rappeler que la plupart des attaques signalées au cours de la dernière décennie dans les eaux africaines ont eu lieu dans des zones relevant de la juridiction des Etats, et que celles qui se sont produites dans les eaux internationales représentent moins de 20%. Cependant cette diminution semble s'inverser depuis la fin de l'année dernière, les actes illégaux en haute mer ayant augmenté.

b) celles qui se transfèrent de la mer à la terre, principalement le trafic de stupéfiants, d'armes ou la traite des êtres humains. A noter que les itinéraires de trafic coïncident souvent avec les zones d'instabilité et de crise, et avec le terrorisme qui sévit au Sahel et dans le Nord du Nigeria, ou dans la Corne de l'Afrique.

c) enfin celles qui s'exercent depuis la terre sur les activités économiques maritimes, notamment sur l'industrie pétrolière et gazière offshore.

Si ces menaces ne sont pas endiguées, elles vont aller

They both believe that in a democratic context, electing our leaders is a basis, not the purpose. Because it is not sufficient to win the election, the point is to be able to govern democratically every day.

Moreover, we share Diasporas living in our respective countries for a long time and offer us rainbow or mixed citizenships, thus energizing our future togetherness destinies.

African coastal States have experienced in recent years a rise in the security threats related to insufficient mastery of their territorial waters and access to their shores. As a matter of result, criminal and terrorist activities have increased while constituting a growing threat to the interests and citizens of the international community, especially the European Union (EU). This article therefore examines the overall level of threat, the risks it entails for African States and the EU, as well as some measures that the EU, in collaboration with other partners, could take to assist these States to tackle the problem of maritime insecurity.

Let us start with a brief description of **the threats**. We must first emphasize that they are often interrelated across-borders and can collectively bring about contagious crime likely to affect the stability or efficiency of a few States, thus constituting a brake on economic development and efforts to reduce poverty.

There are three types of threats:

a) those which occur solely at sea as illegal fishing, piracy or illegal dumping of waste, for example.

We must recall that most of the attacks reported during the last decade in African waters took place in areas under the jurisdiction of the States, and that less than 20% of them have occurred in international waters. However, this decline seems to be reversing since the end of last year, as illegal acts on the high seas rose.

b) threats that are transferred from sea to land, mainly drug trafficking, arms or human beings trafficking. It is worth noting that trafficking routes often coincide with instability or crisis areas, and rampant terrorism in the Sahel and northern Nigeria or in the Horn of Africa.

c) finally, threats exercised from land on maritime economic activities, including offshore oil and gas industry.

If these threats are not contained, they will be inexorably on the increase and thus harming **both local and international interests**.

Beyond our major and shared commitment for the sustainability of marine resources, safe global shipping routes are needed for trade and fishing without incident. For example, on average 40 to 45 vessels flying the flag or belonging to an EU State are at every moment in the Gulf of Guinea. An important part of the EU's energy supply comes from the African continent, and it is therefore necessary to protect the crew of all nationalities against theft, physical assault or kidnapping. Similarly, Europe is final destination of drug and other illicit goods trade but this is increasingly detrimental to local

inexorablement en s'amplifiant et donc porter préjudice à la fois aux **intérêts locaux** et aux **intérêts internationaux**.

Au-delà de notre engagement majeur et partagé pour la durabilité des ressources maritimes, des routes de navigation mondiales sûres sont nécessaires pour pouvoir commercer et pêcher sans incident. Par exemple, il faut noter qu'en moyenne, 40 à 45 navires battant pavillon ou appartenant à un état de l'UE se trouvent à chaque instant dans le Golfe de Guinée. Une part importante de l'approvisionnement énergétique de l'UE provient du continent africain, et il convient donc de protéger les membres d'équipage, de toutes nationalités, de vols, d'agressions physiques, voire de kidnapping. De la même manière, les commerces de stupéfiants et autres marchandises illicites ont comme destination finale l'Europe, mais nuisent de plus en plus aux communautés locales.

La **réponse européenne** se veut globale, et veille à ce que les questions liées à la sécurité, au développement et à la gouvernance soient intégrées dans un cadre stratégique unique. Pour le cas précis du Golfe de Guinée, l'UE a adopté en mars 2014 une stratégie et un an après, un plan d'action a vu le jour, opérationnalisant la stratégie, en s'alignant parfaitement sur le Code de Conduite de Yaoundé, décidé par les Chefs d'Etat de la CEEAC et de la CEDEAO en juin 2013.

En ce sens, étant donné que les frontières maritimes ne sont pas encore toujours complètement définies et qu'elles sont difficiles à surveiller et perméables par nature, le renforcement de la coopération entre les Etats côtiers et les mécanismes de coordination régionale naissants constituent un point de départ incontournable.

Ensuite, au niveau national, les institutions et les administrations maritimes doivent compter sur des capacités solides afin de garantir la vigilance dans le domaine maritime, la sécurité et l'Etat de droit le long des côtes. Actuellement l'UE et ses Etats membres apportent déjà une aide considérable, notamment en ce qui concerne le renforcement des capacités des principales institutions et des services-clés.

Et au-delà de la sécurité, des économies qui prospèrent en accord avec les stratégies nationales et régionales de développement, créent des emplois et aident les communautés à résister aux activités criminelles ou violentes.

Dès le début des travaux préparatoires sur **le Sommet de Lomé**, nous avons résolument collaboré avec les autorités togolaises. L'opportunité de pouvoir forger, parmi les pays du continent et la communauté internationale, un consensus sur l'ampleur de la menace et la nécessité de la combattre conjointement nous a encouragés à n'épargner aucun effort. D'autant plus que le Togo entreprend des actions sécuritaires et législatives modèles qui peuvent être facilement transposables à d'autres pays du continent, comme le nouveau Code pénal de novembre 2016 qui permettra de poursuivre en justice les pirates.

Nous avons travaillé et plaidé pour un sommet visant à obtenir

communities. **Europe promotes an overall response** and ensures that issues related to security, development and governance are integrated into a single strategic framework. In the specific case of the Gulf of Guinea, the EU adopted a strategy in March 2014, and a year later, a plan of action was established to operationalize the strategy thoroughly in line with the Yaoundé Code of Conduct adopted by the Heads of State of ECCAS and ECOWAS in June 2013.

In this regard, given the natural openness of maritime borders and the difficulty to monitor them, as they are not yet fully defined, it is essential to strengthen first the cooperation between coastal States and the emerging regional coordination mechanisms.

Then, at national level, maritime institutions and administrations must rely on strong capacity to ensure vigilance in the maritime domain, security and the rule of law along the coasts. Currently the EU and its Member States are already providing considerable assistance, especially regarding the strengthening of major institutions and key services capabilities.

In addition, beyond security, economies that thrive in accordance with national and regional development strategies, create jobs and help communities resist criminal or violent activities.

From the beginning of the preparatory work on **the Lomé Summit**, we resolutely worked with the Togolese authorities. The opportunity to forge, among the countries of the continent and the international community, a consensus on the extent of the threat and the need to combat it jointly encouraged us to spare no effort. Especially as Togo undertakes model security and legislative measures that can easily be transposed to other countries of the continent, such as the new Penal Code of November 2016, which will enable to prosecute pirates.

We worked and advocated for a summit aimed at achieving practical and concrete results. To this end, the EU is ready to support the establishment of regional cooperation structures (which stagnated at the planning stage with the risk of weakening the political will that created them) to ensure effective action across borders, under the coordination of the African Union and regional organization.

The divisions sometimes relating to language and/or a different working culture might be overcome with more coordination, dialogue, and regular contacts between the judiciary and police. Signed legal instruments must be ratified to facilitate their implementation.

Finally, to ensure that the views of the private sector including industry, small-scale fishing actors, shipping companies and insurance are taken into account by the authorities, we offer to invite them before, during and after the Summit of Lomé.

The Lomé Summit is indeed one of these promising steps already taken at regional level. However, the scale and changes in criminal activities require much more attention. Moreover, the complexity of the underlying problems calls for a major political commitment of all national, regional and international stakeholders. If Africa is convinced that it is a reliable partner on maritime security, if people



Achetez vos billets en ligne.

Fiable - Rapide - Sécurisé



www.flyasky.com



The Pan African Airline

→ des résultats pratiques et concrets. En ce sens, l'UE est prête à soutenir la mise en place des structures de coopération régionale (qui stagnent à l'état de planification, risquant ainsi d'affaiblir la volonté politique qui les a créées) en vue de garantir, sous la coordination de l'Union africaine et des organisations régionales, une action efficace par-delà les frontières.

Les clivages parfois liés à la langue et/ou à une culture de travail différente, devraient pouvoir être surmontés avec plus de coordination et de dialogue et davantage de contacts réguliers entre magistrats et policiers. Les instruments juridiques signés doivent être ratifiés pour faciliter leur mise en œuvre.

En dernier lieu, afin de garantir que les points de vue du secteur privé, notamment l'industrie, les acteurs de la pêche artisanale, les compagnies de transport maritime et les assurances, soient pris en compte par les pouvoirs publics, nous offrons de les inviter avant, pendant et après le Sommet de Lomé.

Le Sommet de Lomé fait en effet partie de ces mesures prometteuses déjà prises au niveau régional. Cependant l'ampleur et les mutations des activités criminelles requièrent une attention beaucoup plus grande. Et la complexité des problèmes sous-jacents réclame une volonté politique majeure de tous les acteurs, nationaux, régionaux et internationaux. Si l'Afrique se convainc qu'elle est un partenaire crédible sur la sécurité maritime, si les populations s'approprient cette conviction, si les pays et les organisations régionales, jusqu'à l'Union africaine emboîtent le pas, alors elle sera certainement entendue en Europe.

L'Union européenne reste consciente que la réalité et la densité des impératifs géostratégiques (matières premières, croissance économique et démographique, changement climatique, défis sécuritaires, etc.) exigent de nos jours de limiter la tendance à la « marchandisation » des relations internationales en général, et avec l'Afrique en particulier, et de mettre les hommes et les femmes au cœur de nos échanges. A ce titre, notre soutien au Sommet de Lomé et nos activités de lutte contre l'insécurité maritime ont l'ambition de renforcer et de compléter celles menées par les acteurs africains. C'est notre manière d'éviter que l'avidité de quelques intérêts internes et externes fassent le lit de l'ignorance au lieu de la fraternité, et parfois de ses inévitables compagnons : la violence, l'insécurité, la pauvreté, le mépris du respect des citoyens. →

take ownership of this conviction, if the continent's countries and regional organizations including the AU follow suit, then Europe will certainly hear Africa.

The European Union is aware that the reality and density of geostrategic constraints (raw materials, economic and population growth, climate change, security challenges, etc.) require today to limit the trend of «commodification» of international relations in general and those with Africa particularly, and to place men and women at the centre of our trade. In this regard, our support for the Lomé Summit and our activities of fight against maritime insecurity



S.E.M. Nicolás Berlanga Martínez, Ambassadeur de l'UE au Togo / H.E.Mr. Nicolás Berlanga Martínez, Ambassador of EU in Togo

aimed at enhancing and supplementing those undertaken by African stakeholders. This is our way to avoid that the greed of some internal and external interests lead to ignorance and sometimes to its inevitable companions such as violence, insecurity, poverty, contempt of respect for citizens, instead of brotherhood.

par S.E.M. Nicolás Berlanga Martínez,
Ambassadeur de l'Union européenne au Togo
By H.E.M. Nicolás Berlanga Martínez,
European Union Ambassador to Togo



LOMÉ ACCUEILLE LE 3^{ÈME} COMITÉ D'ORIENTATION STRATÉGIQUE AFRIQUE DE L'OUEST-UNION EUROPÉENNE !

LOME HOSTS THE THIRD WEST AFRICA-EUROPEAN UNION STRATEGIC POLICY COMMITTEE!

Renouant progressivement avec sa stature de carrefour de rencontres internationales, Lomé a été l'hôte entre le 22 et le 24 juin 2016, pour la première fois sur le sol africain, de la 3^{ème} édition du Comité d'orientation stratégique (COS) Afrique de l'Ouest-Union européenne.

Réunis dans une tente d'apparat installée sur le Square de l'Europe, directement en face de la Primature à la Cité OUA, ce sont plus de 150 participants venus des organisations régionales et de 16 pays ouest-africains et d'Europe qui se sont réunis pendant deux jours pour échanger sur les perspectives de la coopération régionale et sur la mise en œuvre des premiers programmes dans le cadre du 11^{ème} Fond Européen de Développement (FED) 2014-2020.

Il y avait là les présidents des Commissions de la CEDEAO et de l'UEMOA, les autorités européennes en charge de l'Afrique de l'Ouest, ainsi que les Ministres des Finances des quinze pays de la CEDEAO et de la Mauritanie, accompagnés chacun par l'Ambassadeur de l'UE dans leurs pays respectifs.

Le Togo qui accueillait l'événement a su lui donner toute sa dimension. Le Premier ministre l'a en effet officiellement ouvert, devant l'ensemble du corps diplomatique et le gouvernement au complet. Le chef de l'Etat a tenu également à personnellement recevoir les hautes autorités présentes.

Avant cela, à l'initiative de la délégation de l'Union européenne à Lomé, le Togo avait également accueilli pendant deux jours la Conférence de Ambassadeurs de l'Union européenne en Afrique de l'Ouest.

Un bon coup pour le partenariat entre les diplomaties togolaises et européennes ! Une aubaine également pour le secteur hôtelier de la capitale, qui se réjouit de voir Lomé retrouver ses atouts de hub de conférence régional.

Taking up gradually its stature of international events crossroads, Lomé hosted between 22 and 24 June 2016, for the first time on African soil, the 3rd edition of the West Africa-European Union Strategic Policy Committee.

Gathered in a ceremonial tent installed on the Square of Europe, directly in front of the Prime Minister's Office at the "Cité OAU", over 150 participants from regional organizations and from 16 West African countries and Europe met for two days to discuss the prospects of regional cooperation and the implementation of the first programs under the 11th European Development Fund (2014-2020 EDF).

Amongst the participants were the Presidents of ECOWAS and WAEMU Commissions, the European authorities in charge of West Africa and the Finance Ministers of the fifteen ECOWAS countries and Mauritania, each accompanied by the EU Ambassador in their respective countries.

In its capacity as host, Togo ensured the full magnitude of the event. Indeed, the Prime Minister has officially opened it before the whole diplomatic corps and all government members. The Head of State also was keen to receive personally the highest authorities present.

Prior to this meeting and on the initiative of the European Union Delegation in Lomé, Togo had also hosted a two-day Conference of Ambassadors of the European Union in West Africa. A good move for the partnership between the Togolese diplomacy and the European ones! It was also a bargain for the hotel sector of the capital, whose actors are delighted to see Lomé regain its regional conference hub finery.





Vue générale des ambassadeurs de l'UE en Afrique de l'Ouest réunis à Lomé / General view of EU ambassadors in West Africa meeting in Lomé



L'Afrique de l'Ouest est confrontée à un nombre de défis sérieux parmi lesquels en premier lieu le terrorisme et l'insécurité. Sur terre (attaques récentes de Boko Haram ou d'AQIM) comme sur mer (piraterie dans le Golfe de Guinée), ces menaces exigent des réponses concertées et régionales.

L'immigration irrégulière constitue un autre défi que l'Afrique de l'Ouest et l'Europe entendent affronter ensemble. L'existence de véritables réseaux facilitant la migration irrégulière et les risques encourus par ces citoyens ouest-Africains constitue un frein au développement des pays, en même temps que l'afflux massif et soudain d'immigrés irréguliers en Europe perturbe son équilibre socio-économique et entraîne des problèmes politiques favorisant le populisme. Dans la lignée des conclusions du Sommet de La Valette auquel ont participé les Chefs d'Etat africains en novembre 2015, une des principales réponses à ce défi réside dans un développement équilibré, le renforcement d'un état de droit dans les pays « émetteurs » et la coopération entre pays « émetteur », pays de « transit » et pays « récepteurs ». L'Union européenne et l'Afrique de l'Ouest y travaillent ensemble.

Une troisième menace globale a trait bien sûr au changement climatique, qui affecte l'ensemble de la Planète, et pour lesquels les pays se sont eux-mêmes fixés des objectifs afin d'atteindre un but commun. Là aussi, l'Afrique de l'Ouest et l'Union européenne travailleront de concert pour trouver des solutions mutuellement bénéficiaires.

Enfin, malgré des avancées, force est de constater que l'intégration régionale en Afrique de l'Ouest reste encore inachevée. Le commerce intra-régional progresse mais en-deçà de son potentiel. Les différents corpus législatifs des pays CEDEAO restent peu harmonisés, constituant autant d'entraves à la libre circulation des personnes, des biens, des services et des capitaux. Enfin, un certain nombre d'infrastructures de portée régionale restent à réaliser, notamment

West Africa is facing a number of serious challenges, including first terrorism and insecurity. On earth (recent attacks of Boko Haram or AQIM) and at sea (piracy in the Gulf of Guinea), these threats require concerted and regional responses.

Illegal immigration is another challenge that West Africa and Europe aim to combat together. The existence of real networks facilitating illegal migration and the risks taken by these West African citizens hinders the development of countries, while the sudden mass influx of illegal immigrants in Europe disrupts its socioeconomic balance and causes political problems promoting populism. In the framework of the conclusions of the Valletta summit attended by African Heads of State in November 2015, one of the main answers to this challenge lies in balanced development, strengthening of the rule of law in the «issuing countries» and cooperation between «issuing countries», «transit countries» and «receivers countries». The European Union and West Africa are working together towards this answer.

A third global threat relates of course to climate change, which affects the entire planet, and for which countries have themselves set targets to achieve a common goal. Again, West Africa and the EU will work together to find mutually beneficial solutions.

Finally, despite the progress achieved, it is clear that regional integration in West Africa is not yet completed. Intra-regional trade is growing but below its potential. The various ECOWAS countries legislations remain poorly harmonized, thus constituting obstacles to the free movement of persons, goods, services and capital. In addition, a large part of regional infrastructure remains to be put in place, particularly in the areas of roads or energy, which constitute many bottlenecks. The European Union and West Africa are working together on these projects to provide joint responses. The Strategic Policy Committee has enabled especially to endorse the implementation of police cooperation programs, secure borders management, fight against illegal fishing, the fight against money



dans les domaines des routes, ou de l'énergie, qui constituent autant de goulots d'étranglement. Sur tous ces chantiers, l'Union européenne et l'Afrique de l'Ouest travaillent ensemble et apportent des réponses conjointes.

Le Comité d'Orientation Stratégique a ainsi permis notamment d'entériner la mise en œuvre de programmes de coopération policière, de gestion sécurisée des frontières, de lutte contre la pêche illicite, de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme ainsi que contre les trafics d'êtres humains, de drogue et d'armes légères, et un programme d'alerte sur les épidémies.

En termes d'intégration économique et d'aide au commerce, les recommandations ont porté sur l'élargissement des programmes d'appui à la compétitivité et de transition fiscale. Les projets d'intégration économique (qui sera mené par AFRITAC), et de libre circulation et droit d'établissement des personnes, seront lancés en 2017.

Un projet dans le secteur des transports se focalisera dès 2017 sur la pérennité des investissements routiers et la facilitation du transport et du transit routier afin d'en réduire les coûts.

Dans le secteur de l'énergie, les efforts porteront sur l'amélioration des cadres régionaux politiques, stratégiques et de planification, l'harmonisation des cadres nationaux institutionnels, législatifs et réglementaires, le développement du marché régional de l'électricité et le renforcement des capacités des acteurs.

Le COS a aussi recommandé l'accélération de l'identification des projets de réduction de la vulnérabilité face aux risques climatiques et environnementaux, et de résilience et gestion des ressources naturelles. Des actions d'envergure seront également lancées dans les domaines de la sécurité alimentaire, du pastoralisme, de l'intensification agricole durable dans les filières riz et maïs, et du soutien à la pêche. Enfin, les efforts en faveur du maintien de la biodiversité ouest-africaine seront également poursuivis.

Avec quel argent ? Le Programme indicatif Régional pour l'Afrique de l'Ouest dans le cadre du 11ème FED a été doté de 1,15 milliards EUR sur la période 2014 -2020, soit 750 milliards fca. Sur ces ressources, 100 millions ont été transférés au Fond Fiduciaire d'Urgence (« Trust Fund ») permettant de répondre aux crises les plus aiguës en Afrique. En ce qui concerne les infrastructures, le recours à l'African Investment Facility (AfIF) permettra de démultiplier les ressources disponibles par l'utilisation de mécanismes de blending (mixage prêts-donc).

Et le Togo dans tout ça ? Pour la population togolaise, cette importante rencontre s'est déjà soldée par des retombées positives, puisqu'il a été décidé au cours de cette réunion que le passage à 2x2 voies du tronçon Avépozo-frontière du Bénin. Des ouvrages de lutte contre l'érosion côtière sont aussi prévus, au plus grand bénéfice des populations riveraines, mais aussi du secteur du tourisme balnéaire togolais. ↘

laundering and terrorism financing as well as against trafficking in human beings, drugs and small arms, and an epidemics alert program.

In terms of economic integration and trade assistance, the recommendations focused on the expansion of programs supporting competitiveness and fiscal transition. Economic integration projects (to be conducted by AFRITAC) and that of free movement and right of establishment of people will be launched in 2017.

A project in the transport sector will focus in 2017 on the sustainability of road investments and on transport and road transit facilitation in order to reduce costs.

In the energy sector, efforts will focus on improving the regional and political, strategic and planning frameworks; harmonization of national institutional, legislation and regulations frameworks; the development of regional electricity market and capacity building of stakeholders.

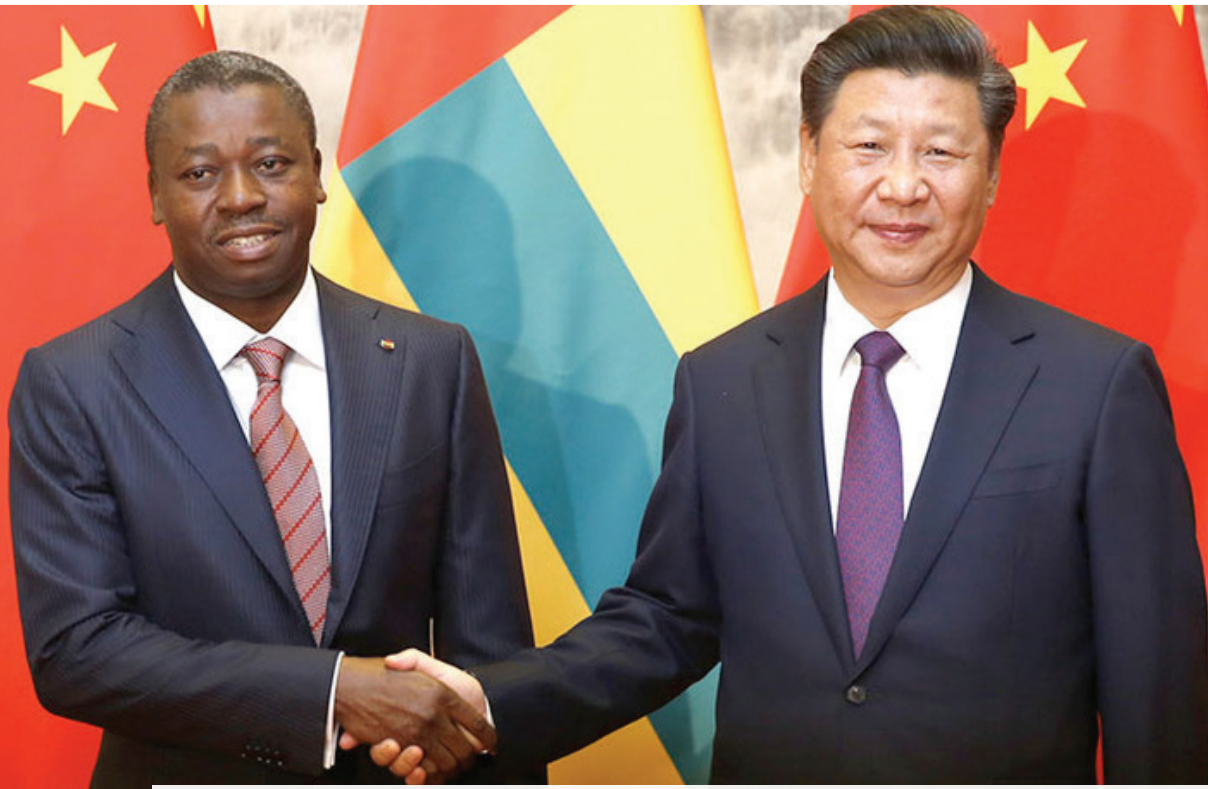
The Strategic Policy Committee also recommended speeding up the identification of vulnerability reduction projects in front of climate and environmental risks, and of resilience and for natural resource management. Major actions will also be launched in the areas of food security, pastoralism, sustainable agricultural intensification in rice and maize sectors, and support for fishing. Finally, efforts in favour of the West African biodiversity preservation will also be pursued.

With what money? The Regional Indicative Programme for West Africa under the 11th EDF was allocated 1.15 billion Euros over the 2014 -2020 period, that is 750 billion CFA francs. Out of these resources, 100 million was transferred to the Emergency Trust Fund («Trust Fund») to meet the most acute crises in Africa. Regarding infrastructure, the use of African Investment Facility (AfIF) will leverage resources available through blending mechanisms (mixing of loans and grants).

And what about Togo in this context? For the Togolese population, this important meeting has already resulted in a positive impact, since the transition to 2x2 lanes of Avépozo - Benin border section was decided during this meeting. Construction of civil engineering structures to fight against coastal erosion is also planned, to the greatest benefit of the local population, but also of the Togolese seaside tourism. ↘

Par M. Stéphane Meert, Conseiller de coopération à la Délégation de l'UE au Togo

By Mr. Stéphane Meert, Cooperation Advisor at the EU Delegation in Togo



Les Présidents Faure Essozimna Gnassingbé et Xi Jinping / Presidents Faure Essozimna Gnassingbe and Xi Jinping

VISITE D'ÉTAT DU PRÉSIDENT FAURE GNASSINGBÉ EN CHINE UNE RELATION DIPLOMATIQUE ET ÉCONOMIQUE SINO-TOGOLAISE EXCELLENTE ET PÉRENNE

*A STATE VISIT OF PRESIDENT FAURE GNASSINGBE IN CHINA:
THE FALLOUT OF AN ACTIVE ECONOMIC DIPLOMACY IN THE
CONTEXT OF AN EXCELLENT AND LONG-LASTING SINO-
TOGOLESE DIPLOMATIC AND ECONOMIC RELATIONSHIP*

Après 44 ans de relations diplomatiques entre la Chine et le Togo, c'est une fulgurante offensive diplomatico-économique qui s'opère ces temps-ci. A Lomé, le mot d'ordre de la diplomatie togolaise est le « développement ». C'est une vision plus innovante et plus dynamique de la diplomatie économique qui guide toutes les actions du président de la République, S.E.M Faure Essozimna GNASSINGBE qui a effectué du 29 mai au 2 juin 2016 une visite d'Etat en Chine. Cette visite aux accents très économiques a marqué plus d'un esprit, non seulement par la qualité des relations de coopération entre le Togo et la Chine qui remonte

Togolese diplomacy is «development». Indeed, the President of the Republic, H.E. Mr Faure Essozimna GNASSINGBE was on a state visit in China from 29 May to 2 June 2016. This utmost economic visit is guided by a more innovative and dynamic vision of the Togolese diplomacy. The cooperation between Togo and China, dating back to 1972, makes a deep impression on many people, not only by its quality but also by the unprecedented economic benefits involved.

The successful one-to one meeting held by Faure Essozimna GNASSINGBE and Chinese President XI Jinping focused on



jadis à 1972, mais aussi par des retombées économiques sans précédents.

LES RETOMBÉES D'UNE DIPLOMATIE ÉCONOMIQUE AGISSANTE

Une fructueuse tête à tête a eu lieu entre Faure Essozimna GNASSINGBE et son homologue chinois Xi Jinping sur la coopération bilatérale, les questions de politique internationale, la situation sécuritaire en Afrique, la lutte contre le terrorisme et la sécurité maritime. La Chine s'est réjouie du leadership du président Faure Essozimna GNASSINGBE sur cette dernière thématique et s'engage à accompagner le Togo par des apports multiformes dans l'organisation du sommet sur la sécurité et la sûreté maritimes et le développement en Afrique qui se tiendra le 15 octobre 2016.

Une fois de plus la méthode Faure a payé puisqu'à l'issue de la rencontre Jinping et Faure, la Chine a annoncé une série d'initiatives parmi lesquelles une annulation partielle de la dette du Togo, la révision des taux des prêts concessionnels et l'octroi d'un important don au profit de l'agriculture.

Lomé et Pékin ont signé en marge de cette rencontre deux conventions de financement pour des montants respectifs de 39 milliards de francs CFA, portant extension de l'aéroport international Gnassingbe Eyadéma de Lomé avec la construction de deux terminaux qui viendront s'ajouter à la nouvelle aérogare, et de 36 milliards de francs CFA pour la construction du barrage d'Adjarala, assurés par Exim Bank of China. Enfin, la diplomatie économique que le Chef de l'Etat veut mettre au service du développement a magistralement connu de nouveaux succès sur le plan social. En effet, on verra sortir de terre à Lomé, la construction de 10 000 logements sociaux grâce à une autre convention signée avec la chinoise Poly Group. Déjà très active dans le secteur agricole togolais, la Chine a également fait un nouveau don de 18 milliards de francs CFA. Le Chef de l'Etat reconnaît que la Chine investit beaucoup, mais « Nous souhaitons un accroissement des investissements et des transferts de compétences à la hauteur des besoins présents et futurs de notre économie, surtout dans le cadre d'un partenariat public-privé qui permette à nos entreprises privées de devenir plus performantes... »

Aussi, les chefs de la diplomatie togolaise et chinoise respectivement Prof Robert DUSSEY et Wang Yi ont signé un accord pour l'établissement de consultations politiques mettant en place un mécanisme de facilitation des discussions entre les deux pays sur les questions politique, diplomatique et sécuritaire.

A Pékin, le chef de l'Etat s'est également entretenu avec le premier ministre Li Keqiang avec qui, il a passé au peigne fin la coopération bilatérale. Celle-ci sera de nouveau renforcée via le développement des échanges de compétences et de technologie. Les deux personnalités ont tour à tour encouragé le secteur privé chinois à profiter de la situation géographique du Togo en allant y investir. Dans cet esprit, Li Keqiang a renouvelé l'appui total de son pays en faveur du développement du Togo.

bilateral cooperation, international policy issues, the security situation in Africa, the fight against terrorism and maritime security. China welcomed the leadership of President Faure Essozimna GNASSINGBE on the latter theme and is committed to supporting Togo by multifaceted contributions in organizing the summit on maritime safety and security and development in Africa to be held on 15 October 2016 in Lomé.

Once again, the Togolese President's method was successful because at the end of the meeting with his counterpart, China announced a series of initiatives including a partial cancellation of Togo's debt, the review of soft loans rate and a considerable grant to the agricultural sector.

Both Presidents signed on the fringe of this meeting two financing agreements ensured by Exim Bank of China for the respective amounts of CFA francs 39 billion dedicated to the extension of the international GNASSINGBE Eyadema airport in Lomé, along with the construction of two terminals in addition to the recent one, and CFA francs 36 billion for the construction of the Adjarala dam. The economic diplomacy that the Head of State has been implementing for the sake of development has masterfully brought about further success socially. Indeed, another agreement was signed with China Poly Group Corporation for the building of 10, 000 social housing units in Lomé. China is already very actively involved in Togo's agricultural sector and it has renewed this commitment by making a further grant of CFA francs 18 billion to the said sector. While acknowledging that China is investing heavily in Togo, the Head of State said in the wake of their meeting: «We wish that our economy benefit from increased investment and skills transfers up to its present and future needs, especially in the context of a public-private partnership that allows our private companies to become more efficient.» Furthermore, the Togolese foreign minister Prof Robert Dussey and his Chinese counterpart Yi Wang signed an agreement for the establishment of political consultations by establishing a mechanism to facilitate discussions between the two countries on political, diplomatic and security issues.

In Beijing, the head of state also met with Prime Minister Li Keqiang and reviewed the bilateral cooperation with him. This will be more strengthened through the development of skills and technology exchanges. Both of them have in turn encouraged the Chinese private sector to invest in Togo and with this in mind, Li Keqiang reiterated the full support of his country for the development of Togo.

In his capacity as real commander-in-chief of the Togolese diplomacy, the President of the Republic also hosted a conference at the Beijing Institute of Diplomacy. In front of the Chinese students, he presented his vision of the «Sino-Togolese Bilateral Relations, Peace and Security in Africa». While welcoming the quality of the relations between Lomé and Beijing, as well as the support of China to ECOWAS and the African Union, the Head of State shared with the audience his vision of the world. According to him, dialogue and consultation are the only ways for the world to get ride of current conflicts.

→ En véritable commandant en chef de la diplomatie togolaise, le président de la République a également animé une conférence à l'institut de diplomatie de Pékin. Devant les étudiants chinois, il a présenté sa vision des « Relations bilatérales sino-togolaises, la paix et la sécurité en Afrique ». En se félicitant de la qualité des relations entre Lomé et Pékin, mais aussi, l'appui de la Chine à la CEDEAO et à l'Union Africaine, le Chef de l'Etat a partagé sa vision du monde. Selon lui, le dialogue et la concertation sont les seules voies pour mettre le monde à l'abri des conflits actuels.

Après 48 heures d'agenda diplomatique riche d'actions à Pékin, le président Faure Essozimna GNASSINGBE a mis le cap sur Sichun et Guangdong, deux provinces chinoises où il a visité respectivement un centre de recherche spécialisé dans l'étude et la reproduction en capacité du Panda géant, une des espèces animales qui pourrait

After 48 hours of a busy diplomatic agenda in Beijing, President Faure Essozimna GNASSINGBE headed for Sichuan and Guangdong, two Chinese provinces where he respectively visited a Research Base of Giant Panda Breeding, an animal species which could be beneficial to the Togolese tourism, and Shenzhen, an important industrial city and major financial hub in Asia. Beyond the economic fallout of the visit of President Faure Essozimna GNASSINGBE in China, it is worth noting that the two countries have achieved encouraging results in terms of cooperation in the fields of agriculture, telecommunications, infrastructure, peace and security.

Lomé and Beijing are currently in a major phase of structural economic and development reforms. →



Photo de la délégation togolaise / Togolese delegation

être bénéfique au tourisme togolais ; et Shenzhen, une des villes industrielles et hub en Asie. Au-delà des retombées économiques de la visite du président Faure Essozimna GNASSINGBE en Chine, il faut rappeler que les deux pays ont obtenu des résultats encourageants dans les coopérations de l'agriculture, des télécommunications, des infrastructures, de la paix et de la sécurité.

A ce jour, Lomé et Pékin sont dans une étape importante de réformes structurelles de l'économie et du développement. →

Par M. Arsenn AGBESSINOU, Conseiller en communication du Ministre
By Mr. Arsenn AGBESSINOU,
 Communication Adviser of Minister



FAURE ESSOZIMNA GNASSINGBÉ À LA CONQUÊTE DE L'ALLEMAGNE

FAURE ESSOZIMNA GNASSINGBE SEEKING TO CONQUER GERMANY

Le Chef de l'Etat togolais S.E.M. Faure Essozimna GNASSINGBE, poursuit son offensive diplomatique en parcourant les continents. Après l'étape de la Chine, il a effectué une visite officielle en Allemagne du 08-13 juin 2016.

Le 8 juin 2016 à Berlin, en fin de journée, le Président Faure Essozimna GNASSINGBE a été l'invité du 'Berlin Capital Club' qui rassemble les représentants des plus importantes organisations d'entreprises allemandes telles que Afrika Verein et la Deutsche Africa Striftung. Devant un parterre d'une soixantaine d'hommes d'affaires issus du secteur de l'énergie, des travaux publics, des infrastructures portuaires, des transports et des télécommunications le Président togolais a présenté les atouts dont regorge son pays et invité les opérateurs économiques allemands à s'intéresser davantage au Togo.

En rappelant le douloureux contexte de boycott que son pays a traversé, le Chef de l'Etat togolais a évoqué les sanctions allemandes et plus globalement européennes qui ont fait perdre au Togo de nombreuses années en termes de développement.

Faure Essozimna Gnassingbé a aussi démontré à ses hôtes allemands que les ambitieux programmes d'investissement lancés par le Togo ne pourront aboutir qu'avec le soutien soutenu

The Head of State of Togo S.E.M. Faure Essozimna GNASSINGBE continues its diplomatic offensive from one continent to another. After his stay in China, he made an official visit to Germany from 8-13 June 2016.

On 8 June 2016 in Berlin, in the late afternoon, President Faure Essozimna GNASSINGBE was the guest of the "Berliner Capital Club" which brings together representatives of Germany's major business organizations such as "Afrika Verein" and the "Deutsche Afrika Stiftung". Before an audience of sixty businessmen from the energy sector, public works, port infrastructure, transport and telecommunications, the Togolese President outlined the assets in which his country abounds and invited German traders to be more interested in Togo.

While recalling the painful context of boycott that his country has gone through, the Togolese Head of State stressed German sanctions and more generally, the European ones that have made Togo lose many years in terms of development.

Faure Essozimna GNASSINGBE has also demonstrated to its German hosts that the ambitious investment programs launched by Togo can only succeed with the continued support of the private sector. That is the reason why the Togolese President →



(De gauche à droite) : Prof. Robert Dussey (Chef de la diplomatie togolaise), S.E.M. Faure Essozimna Gnassingbé (Président de la République Togolaise), Dr. Gerd Müller (Ministre Allemand de la Coopération et du développement) / (from Left to right) Prof. Robert Dussey (Head of the Togolese diplomacy), H.E.Mr. Faure Essozimna Gnassingbe (President of the Togolese Republic), Dr. Gerd Müller (German Minister for Cooperation and Development)

→ du secteur privé. C'est pourquoi le Président togolais invite tous les amis de Lomé et en particulier l'Allemagne, en raison des liens historiques qui existent entre eux, à venir investir au Togo. « Les Togolais aiment l'Allemagne, nous avons besoin de vous », a-t-il lancé à une audience totalement conquise.

Pour Volker Klein, Président de Deutsche Africa Stiftung, également membre du comité budgétaire du Bundestag, la mise en place d'un nouveau partenariat entre Berlin et Lomé est un impératif pour un renouveau des relations entre les deux pays.

Le Président d'Afrika Verein, Dr Stephan Liebing a, pour sa part, reconnu que le Togo est dans un processus positif de relance de son économie. Il faut, a-t-il souligné, replacer « ce pays dans le radar des investisseurs ». Convaincu que l'intérêt des entreprises allemandes était d'investir en Afrique, il a prédit que le prochain succès industriel allemand sera peut-être au Togo.

Le 9 juin 2016, le Président togolais a rencontré les personnalités ci-après :

- Dr Joachim GAUCK, Président de la République fédérale d'Allemagne ;
- Dr Angela MERKEL, Chancelière de la République fédérale d'Allemagne ;
- M. Norbert Lammert, Président du Bundestag ;
- M. Johannes SINGHAMMER, Vice-président du Bundestag ;
- M. Johannes SELLE, Membre du Bundestag ;
- Dr Norbert KLOPPENBUR, Président de la KfW ;
- Dr Frank-Walter STEINMEIER, Ministre fédéral des Affaires Etrangères ;
- Dr Gerd MULLER, Ministre de la Coopération Economique et du Développement.

Les entretiens entre le Chef de l'Etat togolais et ses différentes personnalités ont porté sur la coopération bilatérale, la crise des migrants et la situation sécuritaire en Afrique.

La signature d'un accord relatif aux consultations intergouvernementales octroyant 60 millions d'euros au Togo par le Prof. Robert DUSSEY, Ministre togolais des Affaires Etrangères, de la Coopération et de l'Intégration Africaine et le Ministre allemand de la Coopération Economique et du Développement, Dr Gerd MULLER, en présence du Chef de l'Etat togolais a mis fin à ces différents entretiens. Cet accord concerne les secteurs tels que la formation technique et professionnelle et l'emploi des jeunes ; la bonne gouvernance et la décentralisation ; le Développement rural y compris l'Agriculture ; l'Energie et la Santé. Il convient de signaler qu'à l'issue de cette signature, le Dr Gerd MULLER a invité les pays membres de l'Union Européenne à investir au Togo car, il est un partenaire sûr et intéressant.

Le 10 juin 2016, le Chef de l'Etat togolais, a été l'invité d'honneur d'un petit déjeuner que tiennent habituellement les parlementaires allemands. Au centre des discussions, les difficultés que rencontre les pays, notamment la question de l'immigration. Le Chef de l'Etat togolais a saisi cette occasion à lui

invité all the friends of Togo and particularly Germany – because of the historical ties between them – to come and invest in Togo. «The Togolese like Germany, we need you,» he said to a completely conquered audience.

For Klein Volker, President of the “Deutsche Afrika Stiftung” and a member of the Bundestag’s Budget Committee, the establishment of a new partnership between Germany and Togo is necessary for a revival of relations between the two countries.

The President of “Afrika Verein”, Dr Stephan Liebing, for his part, recognized that Togo is in a positive process of economic revival. “We must put again this country in the radar of investors”, he said. Convinced that it is in the interest of German companies to invest in Africa, he predicted that the next German industrial success may be in Togo .

On 9 June 2016 the Togolese President met with the following personalities:

- Dr. Joachim Gauck, President of the Federal Republic of Germany;
- Dr. Angela Merkel, Chancellor of the Federal Republic of Germany;
- Mr. Norbert Lammert, President of the Bundestag;
- Mr. Johannes Singhammer, Vice-President of the Bundestag;
- Mr. Johannes Selle, Member of the Bundestag;
- Dr. Norbert Kloppenburg, President of the KfW;
- Dr. Frank Walter Steinmeier, Federal Minister for Foreign Affairs;
- Dr. Gerd Müller, Minister for Economic Cooperation and Development.

The discussions between the Togolese Head of State and these various personalities focused on bilateral cooperation, the crisis of migrants and the security situation in Africa.

These meetings ended with a grant agreement for 60 million Euros resulting from intergovernmental consultations and signed by Prof. Robert Dussey, Togolese Minister of Foreign Affairs, Cooperation and African Integration and the German Minister of Economic Cooperation and Development, Dr Gerd Müller, in the presence of the Togolese Head of State. The grant will focus on areas such as technical and vocational training and youth employment; good governance and decentralization; rural development and agriculture; energy and health. It should be noted that at the close of the agreement signing, Dr. Gerd Müller invited the member States of the European Union to invest in Togo because it is a safe and attractive partner.

On 10 June 2016, the Togolese Head of State was the guest of honor at a breakfast meeting that the German parliamentarians hold as a rule. The discussions were centered on the difficulties facing countries currently, especially the immigration issue. The Togolese Head of State took the opportunity offered to him to congratulate German leaders to have received on their soil a million refugees. He also expressed his confidence in a radiant



offerte pour féliciter les dirigeants allemands pour avoir reçu sur leur sol un million de réfugiés. Il a également exprimé sa foi en un Togo rayonnant, dans un avenir proche, tout comme le Pays de Bismarck au lendemain de la guerre.

Après cette étape, le Chef de l'Etat togolais est allé à la rencontre de la diaspora togolaise à qui il a renouvelé son appel à revenir ou à investir au Togo afin de participer à son développement. Il les a également encouragé à la culture des pensées positives à l'endroit de leur Pays, à se serrer les coudes pour avancer dans la paix.

Le Président Faure Essozimna GNASSINGBE a poursuivi sa visite les 11,12 et 13 Juin 2016 à Munich. Dans cette ville allemande, il a échangé avec plusieurs autorités politiques et administratives dont le Premier Ministre bavarois, Horst Seehofer. Les entretiens avec ces différentes personnalités ont tourné autour des questions de coopération bilatérale et de la crise des migrants.

A Munich, le Président togolais a co-présidé avec le Vice-premier Ministre, et Ministre de l'Economie et des Médias, de l'Energie et de la Technologie et de l'Etat de la Bavière, Mme Ilse Aigner, le forum économique bavaro-togolais consacré aux thématiques : les relations politiques et économiques entre le Togo et l'Allemagne ; le Togo comme marché d'entrée dans l'espace CEDEAO et la stratégie en matière énergétique au Togo. Au cours de la cérémonie d'ouverture, le Chef de l'Etat togolais a salué l'initiative qui, une fois encore, démontre combien le Togo fait partie des priorités de la Bavière en matière de coopération économique. Pour lui, grâce aux profondes mutations opérées dans les domaines politique, économique, juridique et social le gouvernement togolais a su instaurer un climat de confiance et de sécurité pour les investisseurs désireux d'opérer au Togo.

Afin d'assurer la sécurité juridique à tous les acteurs de la vie économique et sociale, a-t-il signalé, la bonne gouvernance et la transparence deviennent de plus en plus des réalités tangibles dans la gestion des affaires publiques et privées de son pays. Toutes ces transformations, selon Faure Essozimna GNASSINGBE, ont pour objectifs la libre concurrence, la suppression de la quasi-totalité des monopoles et la libéralisation du commerce en vue d'attirer le maximum d'investisseurs au Togo dans l'optique de son émergence à l'horizon 2030.

Parmi les mesures prises, le Président togolais a énuméré les points ci-après :

- le libre accès aux marchés publics, la transparence dans les procédures d'attribution des marchés et la possibilité de recours au niveau de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics ;
- la réduction des formalités et des délais de création d'une entreprise avec la mise en place du guichet unique de création d'entreprise ainsi que l'adoption de la Charte des Petites et Moyennes Entreprises accordant des avantages spécifiques aux entreprises ;
- la création d'une Zone Franche où les entreprises sont exemptées de taxes sur leurs produits destinés à l'exportation ;

Togo in the near future, as the country of Bismarck after the war. Afterwards, the Togolese Head of State met with the Togolese diaspora to which he renewed his call for returning or investing in Togo to participate in its development. He also encouraged them to cultivate positive thoughts about their country and to stick together to move forward in peace.

President Faure Essozimna GNASSINGBE continued his visit on 11, 12 and 13 June 2016 in Munich. In this German city, he held meetings with several political and administrative authorities including the Bavarian Prime Minister, Horst Seehofer. The discussions with these various personalities focused on bilateral cooperation and the crisis of migrants issues.

In Munich, the Togolese President co-chaired with the Bavarian Deputy Prime Minister and Minister of Economy, Media, Energy and Technology, Ms. Ilse Aigner, the Bavarian-Togolese economic forum with the following themes: the political and economic relations between Togo and Germany; Togo as a front door of ECOWAS market and energy strategy in Togo. During the opening ceremony, the Togolese Head of State welcomed the initiative that once again shows how Togo is among Bavarian economic cooperation priorities. In his opinion, thanks to continued improvements achieved in the political, economic, legal and social fields, the Togolese Government has managed to create a climate of trust and security for investors wishing to operate in Togo.

In order to ensure legal security for all economic and social life stakeholders, good governance and transparency are becoming increasingly tangible realities in the management of public and private affairs of his country, he pointed out. The aims of all these changes, according to Faure Essozimna GNASSINGBE, are free competition, removal of almost all monopolies and the easing of restrictions on trade in order to attract the maximum investment in Togo with a view to its emergence by 2030.

Among the measures taken, the Togolese President enumerated the following:

- Free access to public procurement, transparency in the procurement procedures and the possibility of appeal at the Public Procurement Regulatory Authority;
- Reducing red tape and time required to register a company through the establishment of a one-stop-shop and the adoption of the Charter of Small and Medium Enterprises including grant of specific advantages to businesses;
- The creation of a Free Zone where companies are exempted from taxes on their exports;
- The merger, since 2013, of customs and taxes services into a single structure, the Togolese Revenue Authority (known as "Office Togolais des Recettes" / OTR) to better mobilize domestic resources to boost the Togolese economy;
- Togo's membership of the Extractive Industries Transparency →

- • la fusion, depuis 2013, des services de la douane et des impôts dans une seule structure, l'Office togolais des recettes (OTR) en vue de mieux mobiliser les ressources internes pour booster l'économie togolaise ;
- l'adhésion du Togo à l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (ITIE) en 2010 dont il est devenu pays conforme depuis mai 2013.

Pour terminer ses propos, Faure Essozimna GNASSINGBE a exprimé sa reconnaissance aux autorités allemandes pour leurs actions multiformes au Togo et les a invité à accentuer leurs relations de coopération économique avec le Togo.

Auparavant, Mme Ilse Aigner a exposé les avancées enregistrées par le Togo. Elle a cité en exemple la modernisation de l'aéroport GNASSINGBE Eyadéma de Lomé et l'extension du port Autonome de Lomé. Des réformes structurelles qui, selon elle, ont amené les autorités bavaroises à décider d'accompagner le Togo dans son processus de développement. Un banquet offert en honneur au Chef de l'Etat togolais au château de l'ancien roi de Bavière par le Président du Bundestag a marqué l'apothéose de cette visite fructueuse qui renforce les liens historiques d'amitié et de coopération entre l'Allemagne et le Togo. Dans ses propos de circonstance, Johannes Singhammer a souligné que la visite du Chef de l'Etat a été un moment d'excellents échanges et qui sans doute renforceront davantage la coopération germano-togolaise.

Pour lui, le Togo est un partenaire de choix motivé par les efforts engagés par les autorités togolaises. ↘

Initiative (EITI) in 2010 where he became a compliant country since May 2013.

To conclude his remarks, Faure Essozimna GNASSINGBE expressed his gratitude to the German authorities for their multifaceted actions in Togo and encouraged them to intensify their economic cooperation relations with Togo.

Prior to these remarks, Ms. Ilse Aigner outlined the progress made by Togo. She cited the example of the modernization of the Eyadema GNASSINGBE airport in Lomé and the extension of the Autonomous Port of Lomé. She argued that the Bavarian authorities decided to accompany Togo in its development process in view of its structural reforms.

A banquet organized by the President of the Bundestag in honor of the Togolese Head of State at the castle of the former Bavarian King marked the culmination of this successful visit that strengthens the historic ties of friendship and cooperation between Germany and Togo. In his remarks for the occasion, Johannes Singhammer stressed that the visit of the Togolese Head of State was a moment of great exchanges that will undoubtedly further strengthen the German-Togolese cooperation.

For him, Togo is a partner of choice in the light of efforts made by the Togolese authorities. ↘

Par M. Koffi AKAKPO, Directeur de la coopération internationale
By Mr. Koffi AKAKPO, Director of international Cooperation

LA 27^{ÈME} SESSION ORDINAIRE DE LA CONFÉRENCE DES CHEFS D'ÉTAT ET DE GOUVERNEMENT DE KIGALI UN TOURNANT DÉCISIF DANS L'HISTOIRE DE L'UA

The 27th Ordinary Session of the Conference of the Heads of State and Government of Kigali: A Turning Point in the History of the AU

Kigali, la capitale du Rwanda, a abrité les 17 et 18 juillet 2016, la 27^{ème} session ordinaire de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union africaine (UA). Placée sous le thème «Année des droits de l'homme, avec un accent particulier sur les droits de la femme », cette session a été un tournant décisif dans l'histoire de l'organisation panafricaine. Des décisions importantes engageant l'avenir de l'Union ont été prises et un événement de grande portée : le retour du Maroc a marqué les débats.

Kigali, Rwanda's capital, hosted on July 17 and 18, 2016, the 27th ordinary session of the Conference of Heads of State and Government of the African Union (AU). Under the theme «Year of human rights, with particular emphasis on women's rights», this session was a turning point in the history of the Pan-African organization. Important decisions concerning the future of the Union were taken and a wide range of events: the return of Morocco marked the debate.



Photo de famille des Chefs d'Etat et de Gouvernement / Family photo of States and Governments Heads

La protection des femmes, le financement de l'Union, la succession de madame N'kosazana Dlamini Zuma à la tête de la Commission de l'UA, les questions sécuritaires et la mise en place d'un passeport africain constituent, entre autres, les principaux axes qui ont été débattus par les Chefs d'Etat et de gouvernements.

D'abord parlant du thème du Sommet, notons qu'une Déclaration a été adoptée. Selon celle-ci, l'UA l'Union s'engage à déployer davantage d'efforts pour asseoir plus solidement, et favoriser une meilleure compréhension de la culture des droits de l'homme et des peuples en particulier, des droits des femmes, et à promouvoir et vulgariser ces droits auprès des peuples africains en proclamant la prochaine décennie « Décennie des droits de l'homme et des peuples en Afrique et son plan d'action ».

Ensuite la récurrente question du financement de l'Union a été à l'origine de la tenue d'une retraite présidentielle le 16 juillet 2016 afin de réfléchir sur les moyens appropriés par lesquels l'Union peut être financée par les Africains eux-mêmes. La décision salutaire qui est sortie des discussions entre les Chefs d'Etat et de Gouvernement est le prélèvement d'une taxe de 0,2% sur les importations en direction des Etats de l'Union à compter de 2017. Il faut rappeler qu'actuellement, l'institution panafricaine dépend aux trois quarts des bailleurs de fonds internationaux. Un pas important vient d'être franchi quand le continent a décidé de prendre son destin en main. Cette ultime étape qui vient d'être franchie permettra à l'UA de réduire sa dépendance vis-à-vis de l'extérieur et d'assurer sa pleine autonomie.

Un autre temps fort de cette 27^{ème} session ordinaire de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement a été l'impossibilité pour les dirigeants africains de désigner le successeur de N'kosazana Dlamini Zuma à la tête de la Commission. En effet, sept tours de scrutin n'ont pas suffi à l'un des trois candidats de l'emporter à la majorité des 2/3. A

Women protection, Union funding, Mrs. N'kosazana Dlamini Zuma's succession at the head of the AU Commission, security issues and establishment of an African passport are, among others, main issues that were discussed by the Heads of State and government.

Talking first about the theme of the Summit, we note that a Declaration was adopted. According to this, the AU Union is committed to make further efforts to establish more firmly, and promote a better understanding of the culture of human and people's rights in particular, women's rights, and to promote and popularize these rights to African nations by proclaiming the next decade the «decade of human and people's rights in Africa and its action plan.»

Then the recurring issue of the financing of the Union was behind the holding of a presidential retreat on July 16, 2016 to reflect on appropriate ways in which the Union can be financed by Africans themselves. The salutary decision that came out of discussions between the Heads of State and Government is levying a 0.2% tax on imports towards the EU states as of 2017. It should be remembered that currently, the Pan-African institution depends on three quarters of international donors. An important step has been taken when the continent decided to take their destiny in hand. This final stage has been reached to allow the AU to reduce its vis-à-vis dependence on the outside and to ensure its full independence.

Another high point of the 27th ordinary session of the Conference of Heads of State and Government was the inability of African leaders to appoint a successor to N'kosazana Dlamini Zuma at the head of the Commission. Indeed, seven ballots were not enough to one of the three candidates to win a majority of 2/3. After three first laps, the Ugandan Speciosa Wandira Kazibwe was the first eliminated, followed by Equatorial Guinean Agapito Mba Mokuy. In the seventh and final round, no less than 28 countries abstained, definitively ending the chances of the candidate of Botswana, Pelonomi Venson-Moitoti. Elections will be held in January 2017.

l'issue de trois premiers tours, l'Ougandaise Speciosa Wandira-Kazibwe a été la première éliminée, suivie de l'Équato-Guinéen Agapito Mba Mokuy. Au septième et dernier round, pas moins de 28 pays se sont abstenus, mettant définitivement un terme aux chances de la candidate botswanaise, Pelonomi Venson-Moitoi. Les élections auront lieu en janvier 2017. Pendant ce temps, le mandat de l'actuelle Commission est prolongé. Madame Zuma reste à son poste six mois de plus.

L'Afrique est plus que jamais au cœur du risque terroriste qui est en train de détruire des vies humaines tout en sapant les efforts de développement réalisés çà et là sur le continent. En plus, il faut y ajouter des foyers de tension qui persistent sur le continent. Lors de cette session, l'attention a été portée sur plusieurs parmi lesquels le Soudan du Sud. Pour ce dernier, le Conseil de paix et de sécurité de l'UA, répondant à une demande du secrétaire général de l'ONU et à une volonté des pays de l'Autorité intergouvernementale de développement (IGAD), a proposé l'envoi d'une force régionale de protection au Soudan du Sud avec un mandat plus robuste que l'actuelle mission des Nations unies sur place. L'Éthiopie, le Kenya et le Rwanda se sont dits prêts à fournir des troupes. La création de la brigade d'intervention, à l'instar de celle déployée dans l'Est de la République démocratique du Congo depuis 2013, devra être approuvée par le Conseil de sécurité de l'ONU.

La question de la libre circulation des personnes et des biens en Afrique continue d'être un rêve pour les populations africaines et un défi pour les dirigeants. A cet égard, le sujet a fait l'objet d'une grande préoccupation lors de cette 27ème session. En effet, il a été procédé au lancement officiel du passeport africain qui permettra, à termes, aux citoyens de voyager en toute tranquillité sur le continent. Cette décision historique s'est matérialisée par la remise symbolique du passeport aux présidents Idriss Déby Itno, président en exercice de l'UA et Paul Kagame, président hôte du Sommet. Aussi les présidents, chefs de gouvernement et ministres des Affaires étrangères ont-ils également reçu leur passeport africain. Il convient de saluer cette initiative quand on sait que la liberté de circulation en Afrique comporte beaucoup d'entraves et tracasseries. Dans l'espoir que ce passeport africain se généralisera à tous les citoyens du continent, il appartient aux Etats membres et à la Commission d'accélérer le processus d'intégration du continent.

Le retour du Royaume du Maroc au sein de l'UA a visiblement captivé l'attention de ce Sommet. En effet, après 32 ans d'absence, l'heure a sonné au Royaume chérifien de réintégrer la communauté africaine au sein de laquelle il a un rôle prépondérant à jouer à la fois en sa faveur et au dynamisme de l'institution continentale. A cet effet, Sa Majesté le Roi du Maroc, dans une lettre adressée aux chefs d'Etat le 17 juillet 2016, a déclaré « Cela fait longtemps que nos amis nous demandent de revenir parmi eux, pour que le Maroc retrouve sa place naturelle au sein de sa famille institutionnelle. Ce moment est donc arrivé ».

Meanwhile, the mandate of the current Commission is prolonged. Mrs Zuma remains at his post for six months more.

Africa is more than ever at the heart of the terrorist threat that is destroying lives while undermining the development efforts made here and there on the continent. In addition, we must add tension that persists on the continent. In this session, attention was paid to several of which South Sudan. For the latter, the Peace and Security Council of the AU, responding to a request from the Secretary General of the UN and a willingness of countries to the Intergovernmental Authority on Development (IGAD), proposed to send a regional protection force in South Sudan with a more robust mandate than the current UN mission there. Ethiopia, Kenya and Rwanda have expressed their willingness to provide troops. The creation of the intervention brigade, similar to that deployed in the eastern Democratic Republic of Congo since 2013, must be approved by the UN Security Council.

The issue of free movement of people and goods in Africa continues to be a dream for the people of Africa and a challenge for leaders. In this regard, the subject has been of great concern at this 27th session. Indeed, the official African passport was launched that will allow, in the end, citizens to travel peacefully on the continent. This historic decision was materialized in the symbolic presentation of the passport to the Presidents Idriss Deby Itno, President of the AU and Paul Kagame, host President of the Summit. Presidents, Heads of government and foreign ministers have also received their African passport. This initiative should be welcomed, given that freedom of movement in Africa has a lot of barriers and frustrating red tape. In the hope that African passport will spread to all citizens of the continent, it is for Member States and the Commission to accelerate the continent's integration process.

The return of the Kingdom of Morocco within the AU has clearly captured the attention of this Summit. Indeed, after 32 years of absence, the time has come to the Kingdom of Morocco to return to the African community in which it has a leading role to play both in its favor and vitality of the continental institution. To this end, His Majesty the King of Morocco, in a letter to Heads of State on July 17, 2016, declared, «For a long time our friends ask us to come back among them, so that Morocco finds its natural place within its institutional family. That time has thus come.»

Par Dr Bakayota Koffi KPAYE, Directeur des Affaires politiques

By Dr. Bakayota Koffi KPAYE, Director of Political Affairs

LE PROGRAMME D'URGENCE AU DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE (PUDC) LANCÉ PAR FAURE ESSOZIMNA GNASSINGBÉ

Emergency Community Development Program (PUDC) launched by Faure Essozimna GNASSINGBE

Réaffirmant sa volonté de continuer la lutte contre la pauvreté et la prise en charge des aspects sociaux tels qu'inscrits dans son programme de société expliqué aux populations togolaises lors des élections présidentielles de 2015, le Président de la République, S.E.M Faure Essozimna GNASSINGBE a lancé le 30 juin 2016 à Mandouri (750 km au

Reaffirming his commitment to fight against poverty and his care for social problems as enshrined in his social program and as explained to the Togolese people during the 2015 Presidential elections, the President of the Republic, His Excellency Mr. Faure Essozimna GNASSINGBE launched on June 30, 2016 in Mandouri (500mi. North of Togo) the emergency →



S.E.M. Faure Essozimna Gnassingbe posant la première pierre du chantier du PUDC / Faure Gnassingbe S.E.M. Essozimna laying the first stone of the construction of PUDC

→ nord du Togo) le Programme d'urgence de développement communautaire (PUDC).

Ce programme vise la réduction des inégalités sociales à travers les interventions cibles, sur la période 2016-2018. Il répond aux besoins réels des populations et complète les actions du gouvernement à travers ses politiques et programmes sectoriels.

Le PUDC comprend quatre composantes. Si la première est axée sur le développement d'infrastructures et équipements socio-économiques de base (eau et assainissement, bâtiment scolaire, centre de santé, piste rural, marché), la deuxième prend en compte le renforcement des capacités institutionnelles des acteurs nationaux et locaux. La troisième composante, quant à elle, met l'accent sur le développement de l'entrepreneuriat rural et la quatrième, enfin, est axée sur le développement d'un système de géolocalisation des infrastructures.

S'adressant aux populations lors de la cérémonie de lancement, le Chef de l'Etat togolais a exprimé sa reconnaissance au PNUD dont l'engagement et l'expérience ont été précieux dans les préparations et la mise en œuvre du PUDC.

Pour Faure GNASSINGBE, « le PUDC ne vient pas remplacer les interventions qui existent mais vient les compléter en optimisant de manière significative l'amélioration des conditions de vie des populations vivant dans les localités faiblement desservies par les infrastructures et services socio-économiques de base ».

A cet égard, il a rassuré l'ensemble des parties prenantes sur le suivi rigoureux qui sera mis en place à toutes les étapes du processus de mise en œuvre de ce projet. Il a également réitéré l'engagement du gouvernement à mobiliser les fonds nécessaires au financement de ce vaste programme doté d'un budget de 155 milliards de FCFA.

Auparavant, la coordinatrice de la plateforme régionale du PNUD pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre, Mme Nana Touré et la coordinatrice du Système des Nations Unies au Togo, Mme Khardiata Lo N'diaye ont tour à tour rassuré les autorités togolaises de l'engagement du PNUD à accompagner le Togo dans la mise en œuvre de ce projet.

Quelques jours après le lancement du PUDC à Mandouri par le Chef de l'Etat, les populations en zone péri-urbaine du canton de Sagbado (banlieue nord-ouest) de Lomé ont-elles aussi connu les bénéfices de ce programme avec l'inauguration de six châteaux d'eau. →

community development program (PUDC).

The program aims to focus on reducing social inequalities over 2016-2018 period through target initiatives. It meets the population real needs and completes the actions of the government through its policies and sector-specific programs.

The PUDC has four components. If the first one is based on the development of production equipment and basic socio-economic infrastructures (water supply and sanitation, school building, health center, rural road, market); the second one takes into account the strengthening of the institutional capacities of national and local actors; as for the third components, it places greater emphasis on the development of rural entrepreneurship and the fourth and last one focus on the setting up of a GPS system of infrastructures.

Addressing the populations during the launching ceremony, the Togolese Head of State expressed his gratitude to UNDP whose commitment and experience were precious during the preparations and implementation of PUDC.

For Faure GNASSINGBE, "the PUDC is not to replace the existing initiatives but to complete them in optimizing and improving significantly the living conditions of the populations living in under-served basic socio-economic infrastructures areas".

In this regard, he reassured all stakeholders on the strict monitoring that would be undertaken in all the stages of the project's implementation process. He also reiterated the government commitment to secure the necessary funds, a budget of 155 billion FCFA, for financing this vast program.

Previously, UNDP Regional Coordinator of West and Central Africa, Nana Touré and UNDP Resident Representative in Togo, Mrs. Khardiata Lo N'diaye have by turn reassured the Togolese authorities of UNDP commitment to support Togo in the implementation of this project.

Few days after the Head of State launched the PUDC in Mandouri, the populations in Lomé semi-urban area of Sagbado canton (northwest suburb) also experienced the benefits of this program with the inauguration of six water towers. →

Par M. Koffi AKAKPO, Directeur de la coopération internationale
By Mr. Koffi AKAKPO, Director of international Cooperation



LE TOGO CÉLÈBRE LA SEMAINE DE L'INTÉGRATION AFRICAINE.

Togo celebrates the week of African integration.

Depuis son accession à la souveraineté internationale, le 27 avril 1960, le Togo ne s'est jamais fait prier pour porter haut le flambeau de la « marche commune », de « l'agir ensemble » pour relever le défi du développement au plan régional comme sous régional...

Since its accession to international sovereignty on 27 April 1960, Togo has never been praying to carry the torch of the «common work», the «act together» to meet the challenge of development at regional level and sub regional level...



Prestation d'un groupe de danseurs lors des manifestations / a group of dancers during demonstrations

Aux lendemains des indépendances, les pères fondateurs de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA) avaient fait de l'intégration régionale une condition sine qua non pour le développement du continent africain. Après plusieurs décennies sans grands résultats, le nouveau leadership africain a repris cette vision panafricaniste. L'Union Africaine (UA), créée en 2000, en remplacement de l'OUA, en a fait une de ses actions prioritaires. Le Togo, un des pays moteurs de l'idéal panafricaniste, ne déroge pas à la règle. Comme beaucoup d'autres pays du continent, Lomé a célébré l'Afrique. Pour marquer cet important événement panafricain, le ministère des

In the aftermath of independence, the founding fathers of the Organization of African Unity (OAU) had made regional integration a sine qua non condition for the development of the African continent. After many decades without great results, the new African leadership has taken this pan-African vision. Created in 2000, in replacement of the OAU, the African Union (AU), made one of its priority actions. Togo, a country of great Pan-African engines, is not an exception to the rule. Like many other countries of the continent Lomé celebrated Africa. To mark this important pan-African event, the Ministry of Foreign Affairs, Cooperation and African Integration, organized from 23 to 28

affaires étrangères, de la coopération et de l'intégration africaine, a organisé du 23 au 28 mai 2016, une série de conférences et une journée culturelle et artistique.

La journée des conférences a été ouverte par le Chef de la diplomatie togolaise, le Professeur Robert DUSSEY, qui a réaffirmé devant plus de 400 participants de toutes les communautés africaines vivant à Lomé, l'engagement du Togo à œuvrer davantage pour le développement des peuples africains. « La présence de nombreuses communautés africaines présentes à cette manifestation est une réussite d'intégration » a-t-il ajouté.

1. **L'intégration africaine et les défis de la sécurité maritime,**
2. **L'intégration africaine : des communautés sous régionales aux citoyens,** sont les deux thèmes d'actualités, animés par le Colonel Abderrmane DIENG, Chef de la Division Sécurité Régionale à la Commission de la CEDEAO ; S.E.M Garba LOMPO, Ambassadeur et Représentant Permanent de la CEDEAO au Togo, et le Capitaine Djohéna SIMTAYA, Directeur des cartes de séjour, visas et immigration.

Les conférenciers ont tous reconnu la place qu'occupe l'intégration africaine dans la politique nationale de développement des différents pays, mais aussi les nombreux efforts qui sont faits pour réaliser le rêve des pères fondateurs de l'OUA devenue l'UA en 2000, lors du sommet de Lomé. Aussi, ont-ils montré comment la CEDEAO constitue un bel exemple d'intégration grâce à des dispositions juridiques et des mécanismes favorisant la circulation des biens, des personnes et des capitaux. Dans cette optique, la carte d'identité biométrique CEDEAO est, depuis janvier 2016, entrée en vigueur. Aujourd'hui, les progrès réalisés par les différentes communautés régionales sont en train d'être engloutis par les défis sécuritaires notamment, ceux de nos mers et océans, voies principales des activités économiques. Par leur enthousiasme lors de cette conférence, les participants ont prouvé et partagé leur vision de l'intégration africaine qu'ils souhaitent plus rapide...

A la faveur de cette première édition de la semaine de l'intégration africaine, une journée culturelle et artistique a été dédiée à toutes les communautés du Bénin, du Burkina Faso, du Cameroun, de la Centrafrique, de la Côte d'Ivoire, de l'Égypte, du Gabon, de la Guinée, du Ghana, de la Libye, du Mali, de la Mauritanie, du Niger, du Nigéria, de la République Démocratique du Congo, du Sénégal et du Tchad, résidant à Lomé.

Cette journée, riche en couleurs et en saveurs, a été un véritable kaléidoscope du génie créatif africain au travers de danses, de musiques, d'exposition d'arts, de la gastronomie africaine. Bref, ce fut toute la culture africaine en une, et dans toute sa dimension matérielle et immatérielle.

Cette célébration marque à la fois l'engagement diplomatique du Togo dans la vision panafricaine de l'UA mais aussi, la volonté politique d'accélérer l'intégration africaine jadis chère aux pères fondateurs et enfin, l'espoir de nouveaux succès d'ici les prochaines décennies. ➔

May 2016, a series of conferences and a cultural and artistic day.

The conference day was opened by the Head of the Togolese diplomacy, Professor Robert DUSSEY, who reaffirmed before over 400 participants from all African communities living in Lomé, TOGO's commitment to do more for the development of African peoples. «The presence of many African communities in this event is an integration success,» he added.

1. **African integration and the challenges of maritime security,**
2. **African integration: from sub regional communities to citizens,** are the two topics of current interest led by Colonel Abderrmane DIENG, Head of Regional Security Division at the ECOWAS Commission; S.E.M Garba LOMPO, Permanent Ambassador and Representative of ECOWAS to Togo, and Captain Djohéna SIMTAYA, director of residence permits, visas and immigration.

The speakers all agreed on the place of African integration in the national development policy of different countries, but also the many efforts being made to achieve the dream of the founding fathers of the OAU into the AU in 2000, at the summit in Lomé. Also, they showed how ECOWAS is a good example of integration through legal provisions and mechanisms for the movement of goods, people and capitals. In this regard, ECOWAS Biometric ID, since January 2016, entered into application. Today, the progresses made by the various regional communities are being swallowed up by the security challenges including those of our seas and oceans, major routes of economic activities. By their enthusiasm at this conference, participants demonstrated and shared their vision of African integration they want faster...

In the advantage of this first edition of the Week of African integration, cultural and artistic day was dedicated to all community of Benin, Burkina Faso, Cameroon, the Central African Republic, Côte d'Ivoire, Egypt, Gabon, Guinea, Ghana, Libya, Mali, Mauritania, Niger, Nigeria, the Democratic Republic of Congo, Senegal and Chad, living in Lomé.

This day, richly colored and flavored, was a kaleidoscope of African creative genius through dances, music, exhibition of arts, African cuisine. In short, it was all in an African culture, and in its entire tangible and intangible dimension.

This celebration marks both diplomatic engagement of Togo in the Pan-African vision of the AU but also the political will to accelerate the African integration formerly beloved to the founding fathers and finally the hope of further success by the coming decades. ➔

Par Mme Massalou ESSO, Chargée d'études à la Direction de l'intégration africaine

Par Mrs Massalou ESSO, Desk officer at the african integration Department

LA VISITE DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE AU ZIMBABWE, HARARE ET LOMÉ RENFORCENT LEUR PARTENARIAT

The visit of the President of the Republic in Zimbabwe, Harare and Lome strengthen their partnership

Le renouveau diplomatique amorcé au Togo depuis quelques années porte ses fruits à travers la diversification des liens diplomatiques entre le Togo et l'extérieur. Cette nouvelle vision de la diplomatie togolaise, qui se veut une diplomatie au service du développement, suscite un regain d'intérêt de la part des partenaires du Togo. Le Zimbabwe, ancienne Rhodésie du Sud dont le Président actuel, Robert Mugabe, figure emblématique de la lutte pour l'indépendance de l'Afrique, figure parmi ces nombreux partenaires qui reconnaissent les prouesses actuelles de l'économie togolaise. C'est dans ce sens que Harare et Lomé renforcent davantage leur coopération à travers de grands événements commerciaux et économiques.

La 57^{ème} édition de la Foire commerciale internationale de Zimbabwe a eu lieu à Bulawayo, la deuxième ville du pays, sous le signe de l'intégration et de l'innovation économique. A cette occasion, le Président de la République Togolaise, Faure Essozimna Gnassingbé a été l'invité d'honneur du Président zimbabwéen, Robert Mugabe. Cette invitation est un signe très fort qui témoigne de l'excellence des relations d'amitié et de coopération qui unissent les deux pays et surtout aux avancées, sans cesse croissantes, en matière d'innovations économiques que le Togo réalise depuis quelques années.

Le rendez-vous de Bulawayo a été une plate forme de promotion du savoir faire des entreprises africaines en terme de créativité et d'innovation. Il a connu la participation de nombreux pays africains parmi lesquels on peut noter l'Afrique du Sud, le Botswana, l'Ethiopie, le Ghana, le Kenya, le Malawi, le Mozambique, la Namibie et la Tanzanie, ainsi que d'autres pays comme le Canada, la Chine, le Chypre, l'Inde, l'Indonésie, l'Iran, le Japon, la Pologne et la Russie. La Foire commerciale internationale du Zimbabwe est

The diplomatic revival begun in Togo in recent years is bearing fruit through diversification of diplomatic ties between Togo and foreign States. This new vision of the Togolese diplomacy, intended as a diplomacy for the sake of development, arouses renewed interest from partners of Togo.



Les Présidents Robert Mugabé et Faure Gnassingbé / Presidents Robert Mugabe and Faure Gnassingbé

Zimbabwe, formerly Southern Rhodesia whose current President Robert Mugabe was the emblem of the struggle for Africa's independence, is among the many partners who recognize the current achievements of the Togolese economy. Consequently,

non seulement une opportunité d'affaires aux hommes d'affaires et investisseurs, mais également une occasion d'approfondir la réflexion sur les difficultés qui s'opposent à l'intégration, à l'innovation économique et à l'industrialisation du continent. Aussi, cette foire internationale, au-delà de son objectif principal, est de promouvoir la croissance en Afrique avec des compétences locales.

Cette manifestation internationale coïncide avec la vision actuelle des dirigeants africains de faire du continent, selon l'Agenda 2063, « une Afrique intégrée, prospère et pacifique, dirigée par ses propres citoyens, et représentant une force dynamique sur la scène internationale ». En effet, depuis la célébration des cinquante ans de l'OUA/UA, les dirigeants africains, à travers l'ambitieux Agenda 2063, qui contient beaucoup d'aspirations sur les cinquante prochaines années, veulent faire du continent africain, une région prospère à travers la transformation, la croissance, l'industrialisation et la création d'une zone de libre-échange continentale.

Le Togo qui s'est assurément engagé dans ce processus, reste un acteur incontournable en matière de réformes économiques. Le Togo dispose également d'un Centre Togolais des Expositions et Foires de Lomé (CETEF) qui réunit chaque année les opérateurs économiques du monde dès le mois de novembre. Son rayonnement international s'est accru ces dernières années au regard des performances économiques du pays. C'est à juste titre qu'à l'occasion de cet important rendez-vous d'affaires, le Président Faure Gnassingbé a été l'invité d'honneur et d'y prononcer le discours d'ouverture.

Dans son adresse aux participants et invités, le Chef de l'Etat togolais a exploré les pistes susceptibles de mettre l'Afrique sur la voie de la croissance économique et de l'industrialisation afin de sortir le continent de la dépendance économique et offrir de l'emploi aux jeunes. Reconnaisant l'importance des cultures africaines, le Président de la République a soutenu que « *l'industrie en Afrique est d'abord culturelle et touristique, avant de toucher la transformation des produits locaux* ». A cet effet, le Zimbabwe, une des racines des traditions africaines, teintées de traditions authentiques et de sites touristiques, destinations-clé de l'Afrique australe, en est un exemple concret.

A la faveur de cette première édition de la semaine de l'intégration africaine, une journée culturelle et artistique a été dédiée à toutes les communautés du Bénin, du Burkina Faso, du Cameroun, de la Centrafrique, de la Côte d'Ivoire, de l'Égypte, du Gabon, de la Guinée, du Ghana, de la Libye, du Mali, de la Mauritanie, du Niger, du Nigéria, de la République Démocratique du Congo, du Sénégal et du Tchad, résidant à Lomé.

Cette journée, riche en couleurs et en saveurs, a été un véritable kaléidoscope du génie créatif africain au travers de danses, de musiques, d'exposition d'arts, de la gastronomie africaine. Bref, ce fut toute la culture africaine en une, et dans toute sa dimension matérielle et immatérielle. Cette célébration marque à la fois l'engagement diplomatique du Togo dans la vision panafricaine de l'UA mais aussi, la volonté politique d'accélérer l'intégration africaine jadis chère aux pères fondateurs et enfin, l'espoir de nouveaux succès d'ici les prochaines décennies. ➔

Harare and Lomé further strengthen their cooperation through major commercial and economic events.

The 57th edition of the Zimbabwe International Trade Fair took place in Bulawayo, the second city of the country, under the sign of integration and economic innovation. On this occasion, the President of the Republic of Togo, Faure Essozimna GNASSINGBÉ was the guest of honor of the President of Zimbabwe Robert Mugabe. This invitation is a very strong token of the excellent relations of friendship and cooperation between the two countries, and the recent considerable advances of Togo in economic innovations.

The Bulawayo event was a platform for promoting the knowledge of African companies in terms of creativity and innovation. Participants included many African countries among which were South Africa, Botswana, Ethiopia, Ghana, Kenya, Malawi, Mozambique, Namibia and Tanzania, as well as other countries such as Canada, China, Cyprus, India, Indonesia, Iran, Japan, Poland and Russia. The Zimbabwe International Trade Fair is not only a business opportunity for businessmen and investors, but also an opportunity to deepen reflection on the difficulties that hinder integration, economic innovation and the industrialization of the continent. In addition, this international fair, beyond its main objective is aimed at promoting growth in Africa through local expertise.

This international event is in line with the current vision of African leaders to make the continent, according to 2063 Agenda, «an integrated, prosperous and peaceful Africa, led by its own citizens and representing a dynamic force on the world stage.» Indeed, since the celebration of fifty years of the OAU/AU, African leaders, on the basis of the ambitious 2063 Agenda containing a lot of aspirations for the next fifty years, want to make the African continent a thriving region through transformation, growth, industrialization and the creation of a continental free trade area.

Togo, which is most certainly committed to this process, remains a key player in economic reforms. Togo also has a National Centre for Exhibitions and Fairs of Lomé (CETEF) that annually brings together economic operators worldwide from November onwards. Its international influence has increased in recent years due to economic performance of the country. President Faure GNASSINGBÉ was rightly the guest of honor of that major business event and consequently delivered the opening speech.

In his address to participants and guests, the Togolese Head of State explored avenues that could put Africa on the path of economic growth and industrialization in order to lift the continent out of economic dependency and provide employment for the youth. Recognizing the importance of African culture, the President of the Republic argued that «*the industry in Africa is linked to culture and tourism first, before concerning the processing of local products.*» In this regard, Zimbabwe, one of the roots of African traditions with authentic traditions and tourist attractions, a key vibrant destination in southern Africa, is a con. ➔

Par Dr Bakayota Koffi KPAYE, directeur des Affaires politiques
By Dr. Bakayota Koffi KPAYE, Director of Political Affairs



Augusto Santos Silva et Robert Dussey (Ministres des Affaires Etrangères Portugais et Togolais) / Augusto Santos Silva and Robert Dussey (Portuguese and Togolese Ministers of Foreign Affairs)

LA SÉCURITÉ MARITIME LE G7++FOGG SOUTIENT LE SOMMET DE LOMÉ

MARITIME SECURITY

THE G7 ++ FOGG SUPPORTS THE LOMÉ SUMMIT

Le Groupe du G7 des amis du Golfe de Guinée (G7++FoGGG) a tenu une réunion sur la sécurité maritime du 05 au 07 juin 2016 à Lisbonne au Portugal.

Présidée par le ministre portugais des Affaires Etrangères, Augusto Santos Silva avec son homologue togolais Robert DUSSEY, la réunion de Lisbonne a évoqué des questions relatives à la mise en œuvre de l'architecture régionale sur la sécurité maritime, adoptée en 2013 lors du Sommet de Yaoundé. Ont également été évoquées les différentes initiatives internationales relatives à la sécurité maritime, le renforcement des capacités de projection, la coopération judiciaire et policière et la lutte contre l'impunité et la criminalité transnationale.

L'adoption et la signature de la Charte de Lomé

A l'ouverture de cette importante réunion, le ministre togolais des affaires étrangères, de la coopération et de l'intégration africaine, Prof DUSSEY a détaillé les objectifs du Sommet de l'Union africaine sur la sécurité et la sûreté maritimes et le développement en Afrique qui se tiendra dans la capitale togolaise le 15 octobre prochain, avec pour point d'orgue l'adoption et la signature de la Charte de Lomé.

Il s'agira, lors du Sommet de Lomé, a précisé le chef de la diplomatie togolaise, de contribuer à faire de l'espace maritime l'un des

The G7 Group of Friends of the Gulf of Guinea (G7 ++ FoGGG) held a meeting on maritime security of from 5 to 7 June 2016 in Lisbon, Portugal.

Chaired by the Portuguese Minister of Foreign Affairs, Augusto Santos Silva with his Togolese counterpart Robert Dussey, the Lisbon meeting discussed issues relating to the implementation of the regional architecture on maritime security, adopted in 2013 at the Summit of Yaoundé. Other items on the agenda were the various international initiatives on maritime security, projection capacity building, judicial and police cooperation and the fight against impunity and transnational crime.

The adoption and signing of the Lomé Charter

At the opening of this important meeting, the Togolese Minister of Foreign Affairs, Cooperation and African Integration, Prof Robert Dussey detailed the objectives of the African Union Summit on Maritime Safety and Security and African Development to be held in the Togolese capital on 15 October of this year, with the highlight of the adoption and signing of the Lomé Charter.

The Togolese Minister of Foreign Affairs pointed out that the Lomé Summit is expected to contribute to making maritime space one of the main levers of African economic and social development

principaux leviers du développement économique et social de l'Afrique dans le contexte de la mise en œuvre Vision 2063, adoptée par l'Union africaine. Le Prof DUSSEY a aussi situé le contexte du Sommet de Lomé dans le cadre des résolutions 2018 (2011), 2039 (2012) et 2184 (2014) du Conseil de sécurité des Nations unies qui appellent, entre autres, à l'élaboration et à la mise en œuvre de stratégies régionales, sous régionales et nationales de sûreté et de sécurité maritimes et de lutte contre la piraterie. Ce Sommet se situe, plus spécifiquement, dans le cadre de la Stratégie AIM 2050 (stratégie intégrée des mers de l'Afrique à l'horizon 2050) qui recommande qu'un sommet soit convoqué sur la question, a-t-il précisé.

De son côté, le ministre portugais des affaires étrangères, Augusto Santos Silva, a insisté sur la nécessaire coordination des Etats du Golfe de Guinée dans la lutte contre la piraterie. 'Ne nous voilons pas la face, le Golfe de Guinée est le champion de la piraterie mondiale en raison du nombre et de la gravité des attaques. En outre, le trafic transrégional de drogue est en forte augmentation. La pêche illicite non déclarée et non réglementée inflige des dégâts dramatiques sur les économies locales. Sécurité et développement sont étroitement liés ; il faut donc que nous réfléchissions à des solutions adaptées, a-t-il déclaré.

A l'issue des travaux, une déclaration dite de Lisbonne a été adoptée. Dans cette déclaration, les participants affirment : « Nous attendons avec intérêt le Sommet Extraordinaire de l'Union africaine sur la sécurité et la sûreté maritimes et le développement en Afrique qui aura lieu le 15 octobre 2016 à Lomé, et nous sommes prêts à promouvoir sa pleine réussite. Nous reconnaissons la nécessité de poursuivre ces discussions et demeurons résolus à renforcer notre coopération commune ».

Le G7++ des Amis du Golfe de Guinée regroupe des pays comme Canada, France, Italie, Japon, Royaume Uni, Etats-Unis d'Amérique, Belgique, Danemark, Pays-Bas, Norvège, Portugal, République de Corée, Espagne, Suisse, Brésil, Australie, et les organisations internationales telles que l'Union européenne, l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et Interpol.

Coopération bilatérale Togo-Portugal

En marge de la réunion de Lisbonne, le Chef de la diplomatie togolaise s'est entretenu avec son homologue portugais Augusto Santos Silva, notamment sur la coopération bilatérale, la sécurité régionale, la situation politique en Guinée Bissau et la lutte contre le terrorisme. A cet égard, les deux diplomates ont convenu du renforcement des instruments juridiques encadrant la coopération entre le Togo et le Portugal et ont réaffirmé la disponibilité de leurs Etats à s'accorder des soutiens réciproques dans les domaines économiques, diplomatiques, culturels et sociaux. Pour conclure leurs discussions fructueuses et les engagements réciproques pris, le Professeur DUSSEY a invité son homologue Santos Silva à effectuer une visite officielle à Lomé dans les prochains mois. Ce dernier a accepté cette invitation qui, selon l'hôte togolais, permettra de renforcer la coopération entre les deux pays. ↗

in the context of the implementation of 2063 Vision, adopted by the African Union. Prof Robert Dussey also recalled that the Lomé Summit will be held in the framework of resolutions 2018 (2011), 2039 (2012) and 2184 (2014) of the United Nations Security Council which, inter alia, appealed to the development and the implementation of regional, sub-regional and national strategies for maritime safety and security and fight against piracy. This Summit is more specifically organized as part of the AU's 2050 Africa's Integrated Maritime Strategy (2050 AIM-Strategy) which recommended that a summit be convened on the issue, he added. For his part, the Portuguese foreign minister, Augusto Santos Silva, stressed the need for coordination of the Gulf of Guinea States in the fight against piracy. "Let us not look the other way, the Gulf of Guinea is the global piracy champion today due to the number and severity of attacks.

In addition, the trans-regional drug trafficking is increasing sharply. Illegal unreported and unregulated fishing inflicts dramatic damage on local economies. Security and development are closely linked; it is therefore necessary that we reflect on appropriate solutions", he said.

At the closing of the meeting, a statement called Lisbon Declaration was adopted. In this statement, participants set forth, «We keenly look forward to the holding of the African Union Extraordinary Summit on Maritime Safety and Security and African Development to be held on 15 October 2016 in Lomé, Togo, and we are ready to promote its full success. We recognize the need to continue these discussions and we remain determined to strengthen our common cooperation".

The G7 ++ Friends of the Gulf of Guinea Group includes countries such as Canada, France, Italy, Japan, United Kingdom, United States of America, Belgium, Denmark, Netherlands, Norway, Portugal, Republic of Korea, Spain, Switzerland, Brazil, Australia, and international organizations such as the European Union, the United Nations Office on Drugs and Crime and Interpol.

Togo-Portugal bilateral cooperation

On the sidelines of the Lisbon meeting, the Togolese Minister of Foreign Affairs met with his Portuguese counterpart Augusto Santos Silva to discuss, inter alia, on bilateral cooperation, regional security, the political situation in Guinea Bissau and the fight against terrorism. In this regard, the two diplomats agreed on the strengthening of legal instruments governing cooperation between Togo and Portugal and reaffirmed the willingness of their states to grant each other support in economic, diplomatic, cultural and social areas. To conclude their fruitful discussions and mutual commitments, Professor Robert Dussey invited his counterpart Augusto Santos Silva to make an official visit to Lomé in the coming months. The latter accepted the invitation that will strengthen cooperation between the two countries, according to the Togolese host. ↗

Par M. Eugène A.KLUTSE, Attaché de Cabinet du Ministre

By Mr. Eugène A.KLUTSE, Minister Attache of Cabinet



LES CONSULTATIONS AFRIQUE-CHINE-ÉTATS-UNIS POUR LA PAIX DEUX GRANDES PUISSANCES À LOMÉ POUR LA MÊME CAUSE

AFRICA-CHINA-USA CONSULTATIONS FOR PEACE

TWO MAJOR POWERS FOR THE SAME OBJECTIVE IN LOME



Séance d'ouverture / opening session

En prélude au prochain Sommet de l'Union Africaine sur la Sécurité et la sûreté maritimes et le Développement en Afrique, Lomé a accueilli les 27 et 28 juillet 2016, pour la première fois sur le continent africain, les Consultations Afrique-Chine-Etats-Unis pour la Paix. Organisée par le ministère togolais des affaires étrangères, de la coopération et de l'intégration africaine, en collaboration avec le Centre Carter et le Bureau des Nations-Unies de l'Afrique de l'Ouest et du Sahel (UNOWAS), la rencontre a réuni une quarantaine de diplomates africains, chinois et américains, ainsi que des représentants de plusieurs organisations économiques sous-régionales, tels que la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), la Communauté

As a prelude to the next Summit of the African Union on the Maritime Safety and Security and Development in Africa, Lome hosted on July 27 and 28, 2016 for the first time on the African continent, the Africa-China- United States Consultations for Peace. Organized by the Togolese Ministry of Foreign Affairs, Cooperation and African Integration, in collaboration with the Carter Center and the UN Office of West African and Sahel (UNOWAS), the meeting gathered forty African, Chinese and US diplomats, as well as representatives of several economic sub-regional organizations such as the Economic Community of West African States (ECOWAS), the Economic Community of States of the Central Africa (CEMAC), the Gulf of Guinea Commission, the Commission of the Lake Chad

Economique des Etats de l'Afrique Centrale (CEMAC), la Commission du Golfe de Guinée, la Commission du Bassin du Lac Tchad, le G-5 Sahel et quelques think-thank.

C'est le ministre des affaires étrangères, de la coopération et de l'intégration africaine, Pr Robert DUSSEY, qui a ouvert les deux jours de consultations, en présence d'éminentes personnalités dont les Ambassadeurs Zhong Jianhua (Envoyé spécial chinois pour les affaires africaines), Princeton Lyman (Conseiller spécial du Président de l'United States Institute for Peace et ancien Envoyé spécial américain pour le Soudan et le Soudan du Sud), et Mohamed Ibn Chambas (Représentant spécial du Secrétaire général et Chef du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel).

La sécurité maritime et l'économie bleue dans le Golfe de Guinée, et la promotion de la paix dans le Sahel ont été les préoccupations majeures durant ces consultations. Elles visent à promouvoir une réflexion collective sur les défis communs afin de pouvoir identifier des domaines concrets de collaboration tripartite entre le Togo et ces deux puissances mondiales, les Etats-Unis et la Chine.

Pour le Chef de la diplomatie togolaise, la question de la paix et de la sécurité en Afrique est «...un défi frontal que nous ne pouvons plus esquiver, ni négliger, encore moins ignorer. Elle se dresse devant nous comme un frein visible à nos jeunes et prometteuses économies en pleine croissance ; ... ».

Aussi, « elle remet quotidiennement en cause, par le nombre sans cesse croissant des victimes des conflits armés et des barbaries terroristes, notre capacité à y faire face et à y venir à bout » a ajouté Pr. DUSSEY.

Le Togo partage la même vision que son institution sur ces questions majeures de sécurité et de paix, a dit le vice-président du Centre Carter, Dr Jordan RYAN . A travers cette rencontre renaît l'espoir d'une collaboration multilatérale, porteuse de bonnes idées pour le sommet du 15 octobre 2016, à Lomé.

La rencontre de Lomé est un nouvel élan dans la consolidation et le renforcement de la coopération sécuritaire auquel le Centre Carter adhère pleinement. La satisfaction des ambassadeurs Jianhua Zhong, Princeton Lyman et du Dr Mohamed Ibn Chambas au sortir de cette rencontre le prouve à plus d'un titre. C'est un pas de géant ! Les enjeux du prochain Sommet Extraordinaire de l'UA sur la sécurité et la sûreté maritimes et le Développement en Afrique, étant très importants aussi bien pour le continent africain que pour la communauté internationale, les consultations Afrique-Chine-Etats-Unis pour la Paix, balisent ainsi la voie pour l'adoption et la signature de la Charte de Lomé au soir du 15 octobre 2016.

Pour mémoire, c'est en 2014 que les présidents Jimmy Carter et Xi Jinping ont initié ces consultations. ✈

Basin, the G-5 Sahel and some think-tanks.

It is the Minister of Foreign Affairs, Cooperation and African Integration, Prof. Robert Dussey, who opened two days of consultations in presence of eminent personalities namely Ambassadors Zhong Jianhua (Chinese Special Envoy for African business), Princeton Lyman (Special Adviser of the President of the United States Institute for Peace and former US Special Envoy for Sudan and South Sudan), and Mohamed Ibn Chambas (Special Representative of the General Secretary and Head of the UN Office for West Africa and the Sahel).

Maritime safety and the blue economy in the Gulf of Guinea, and the promotion of peace in the Sahel were the major concerns during these consultations. They aim to promote collective reflection on the common challenges in order to identify concrete areas of tripartite collaboration between Togo and the two world powers, the United States and China.

For the Head of the Togolese diplomacy, the issue of peace and security in Africa is «... a frontal challenge we can not dodge or neglect, much less ignore. It stands before us as a visible obstacle to our young and promising growing economies; ...». Furthermore, «it calls every day into question, by the increasing number of victims of armed conflict and terrorist barbarities, our ability to cope and overcome it,» added Pr. Dussey.

Togo shares the same vision as his institution on these major issues of security and peace, said the deputy chairman of the Carter Center, Dr. Jordan RYAN. Through this meeting revives the hope of multilateral collaboration, bearer of good ideas for the summit on October 15, 2016 in Lomé.

The meeting in Lomé is a new impetus in the consolidation and strengthening of security cooperation which the Carter Center fully supports. Satisfaction of ambassadors Zhong Jianhua, Princeton Lyman and Dr. Mohamed Ibn Chambas at the end of this meeting proves it in many ways. This is a great leap!

The stakes of the forthcoming Extraordinary Summit of the AU on maritime safety and security and development in Africa, are very important for both the African continent and the international community, Africa-China-US consultations for Peace, and pave the way for the adoption and signing of the Lomé Charter on the evening of October 15, 2016.

For the record, it is in 2014 that the presidents Jimmy Carter and Xi Jinping have initiated these consultations. ✈

Par Le Comité de rédaction
By Drafting committee

LE PRÉSIDENT FAURE ESSOZIMNA GNASSINGBÉ À LA TÊTE DU CONSEIL DE L'ENTENTE

President Faure Gnassingbe Chairs the Council of the Entente

La troisième Session ordinaire de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement des Etats membres du Conseil de l'Entente, s'est tenue à Niamey au Niger, le 11 juillet 2016.

Le Président de la République Togolaise, S.E.M. Faure Essozimna Gnassingbé, y a participé aux côtés de leurs Excellences Messieurs Patrice Talon du Bénin, Roch Christian Marc Kabore du Burkina Faso, Alassane Dramane Ouattara de la Côte d'Ivoire, Issoufou Mahamadou du Niger. Le Président de la République du Mali, Son Excellence Monsieur Ibrahim Boubacar Kéita, a participé aux travaux en qualité de pays observateur.

Cette 3^{ème} Conférence, qui s'est déroulée dans un contexte marqué par la menace terroriste dans certains Etats membres, avait pour thème : «La Paix et l'Entente pour le développement».

Ce thème a été largement abordé par le Président en exercice sortant, S.E.M. Issoufou Mahamadou, dans son allocution d'ouverture.

Evoquant les attentats survenus le 20 novembre 2015 à Bamako au Mali, le 15 janvier 2016 à Ouagadougou au Burkina Faso, le 13 mars 2016 à Grand Bassam en Côte d'Ivoire, et les 03 et 27 juin 2016 à Bosso au Niger, le Président nigérien a estimé qu'ils démontrent à l'évidence que le champ d'action du terrorisme n'a pas de limite. «Face à cette situation nous n'avons d'autre choix que la mutualisation de nos forces et de nos moyens de défense et de renseignement. La stabilité de notre sous-région passe par la stabilité de tous les pays voisins », a-t-il souligné.

Aussi, la Conférence a-t-elle désigné à l'unanimité, S.E.M Faure Essozimna GNASSINGBE, Président de la République Togolaise, en qualité de Président en exercice du Conseil de l'Entente pour une période de deux ans, succédant ainsi à son homologue nigérien S.E.M Issoufou Mahamadou. Pour la première fois, le Président de la République Togolaise prend les rênes de la Conférence des Chefs d'Etat, organe suprême du Conseil. Durant son mandat, il devra, entre autres, mettre en œuvre un processus d'accélération

The Third ordinary session of the Conference of Heads of State and Government of member states of the council of the Entente, was held on July 11, 2016 in Niamey, Niger.

The President of the Republic of Togo, H.E.M Faure Gnassingbe participated in alongside their Excellencies Patrice Talon of Benin, Roch Christian Kabore of Burkina Faso, Alassane Dramane Ouattara of Côte d'Ivoire, Mahamadou Issoufou of Niger. The President of the Republic of Mali H.E. Mr. Ibrahim Boubacar Keita, participated in the proceedings as an observer country.

This 3rd Conference which took place in a context marked by terrorism threat in some member states had as theme "Peace and Agreement for development".

This topic was widely discussed by the outgoing President holding office H.E. Mr Mahamadou Issoufou in his opening address. Referring to the attacks on November 20, 2015 in Bamako, Mali, in Ouagadougou in Burkina Faso on January 15, 2016, on March 13, 2016 in Grand Bassam in Cote d'Ivoire, and June 3 and 27, 2016 in Bosso in Niger, the President Nigerian felt that they clearly demonstrate that terrorism's scope is limitless. "In this situation, we have no choice but to pool our strengths and our means of defense and intelligence. The stability of our sub region depends on the stability of all neighboring countries" the also added.

H.E.M Faure Essozimna Gnassingbe, President of the republic of Togo, was unanimously elected by the conference as Chairman of the Council of the Entente for a period of two years, thus succeeding his counterpart H.E. Mr. Mahamadou Issoufou of Niger. For the first time, the President of the Republic of Togo takes the reins of the Conference of Heads of State, the supreme organ of the council. During his term, he shall implement, among others, a process of accelerating regional integration and bring the members of the Council to Pool the means of the defense and intelligence to fight terrorism. It is also committed to work

de l'intégration régionale et amener les Etats membres du Conseil à mutualiser les moyens de défense et de renseignements pour combattre le terrorisme. Il s'est, par ailleurs engagé à œuvrer de concert avec le Secrétariat Exécutif, pour la mise en œuvre des conclusions auxquelles le Sommet de Niamey a abouti.


A l'issue des travaux, les chefs d'Etat ont noté avec satisfaction les mesures novatrices prises dans le cadre de la redynamisation du Conseil de l'Entente parmi lesquelles il faut citer le renforcement de la coopération politique entre les Etats membres de l'organisation, la promotion des activités culturelles et sportives, la réalisation des projets communautaires dans les domaines de l'électrification solaire, de la construction d'écoles, de centres de santé ainsi que la réalisation des forages d'eau potable au profit des zones rurales.

Analysant les questions d'ordre sécuritaire, la conférence s'est réjouie des résultats très encourageants de la stratégie régionale de lutte contre la secte Boko Haram, mise en œuvre par les forces de défense et de sécurité du Nigeria, du Niger, du Cameroun et du Tchad.

En ce qui concerne la situation au Mali, les chefs d'Etat ont salué les efforts du gouvernement malien, des pays de la sous-région et de la communauté internationale dans la normalisation progressive et durable de la situation dans le nord du pays. En outre, la conférence a décidé l'institution d'une réunion annuelle des ministres en charge de la sécurité et de la décentralisation, la réalisation d'une étude relative à un « Mécanisme Entente » de médiation et de gestion des conflits et à un « Mécanisme Entente » de renseignement.

Par ailleurs, il convient de rappeler que le Conseil de l'Entente est la plus ancienne institution d'intégration sous régionale ouest-africaine. Créé le 29 mai 1959 à Abidjan, ce Conseil réunit cinq (05) pays à savoir le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Niger et le Togo. Il a pour objectifs principaux d'assurer la paix, la sécurité et la stabilité des Etats membres; de promouvoir une intégration politique et culturelle plus étroite et plus dynamique entre les Etats membres, sur la base de la fraternité et de la solidarité et de promouvoir l'intégration économique sous-régionale et le bien-être des populations.

Le Conseil de l'Entente a été marqué par deux réformes. La première, celle du 8 décembre 1973, en a fait une institution internationale et un instrument de solidarité financière et économique.

Le 05 décembre 2011, une deuxième réforme a doté l'institution d'un Secrétariat exécutif et y a prévu un contrôleur financier. Aujourd'hui, des défis nouveaux au rang desquels la sécurité, la lutte contre le terrorisme, la gestion de la pression démocratique, l'emploi des jeunes, la gouvernance politique, s'imposent à l'organisation. Face à ces nouveaux défis, le Conseil de l'Entente, avec à sa tête S.E.M. Faure Essozimna Gnassingbé, s'engage à devenir un outil qui permettra à ses membres de travailler efficacement sur le triptyque sécurité, démocratie et développement. Rendez-vous à Lomé, en République Togolaise pour le prochain Sommet du Conseil de l'Entente. 

together with the executive Secretariat for the implementation of the conclusions reached at the Summit of Niamey.

After proceedings, the Heads of State noted with satisfaction the innovative measures in the context of the revitalization of the council of the Entente among which we must mention the strengthening of political cooperation between the member states of the organization, promotion of cultural and sports activities, the implementation of community projects in the fields of solar electrification, building of schools, health centers and the drilling of wells for drinking water to rural areas.


Analyzing issues of security order, the conference welcomed the encouraging results of the regional strategy against Boko Haram carried out by the defense forces and security of Nigeria, Niger, Cameroon, and Chad.

Regarding the situation in Mali, the heads of State welcomed the efforts of the Malian government, of countries of the sub region and the international community in the gradual and sustained normalization of the situation in the north of the country. In addition, the conference decided the establishment of an annual meeting of ministers in charge of security and decentralization, the realization of a study on a mediation and conflict management "Mechanism Agreement" and an intelligence "Agreement Mechanism".

Furthermore, it should be recalled that the council of the Agreement is the oldest integration institution of West African sub region. Created on May 29, 1959 in Abidjan, the council comprises five (5) countries namely Benin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Niger and Togo. Its main objectives are to ensure peace, security and stability of member states, to promote closer political and cultural integration or more dynamic between member states on the basis of fraternity and solidarity and promote sub regional economic integration and the well-being of the populations.

The council of the Entente was marked by two reforms. The first dated December 8, 1973 made of it an international institution and an instrument of financial and economic solidarity.

On December 5, 2011, a second reform provided the establishment with an Executive Secretariat and had provided a financial controller. Today, new challenges amongst which security, fight against terrorism, management of democratic pressure, youth employment, political governance, are necessary to the organization. Faced with these challenges, the Council of the Entente chaired by H.E. Mr. Faure Essozimna Gnassingbe, is committed to become a tool that will allow its members to work effectively on the triptych security, democracy and development.

Let meet in Lome in the Republic of Togo for the next summit of the council of the Entente. 

Par M. Kodjo DOGBLE, Chargé d'études à la Direction de la Coopération Internationale

By Mr Kodjo DOGBLE, Research Officer at the International Cooperation Directorate

AIRFRANCE



FRANCE IS IN THE AIR



CIEL, ME VOILÀ!
SKYPRIORITY : PRIORITAIRE À L'AÉROPORT

AIRFRANCE_KLM

SkyPriority est disponible pour les passagers voyageant en classe La Première, en classe Business et les membres Elite Plus, à bord des 20 compagnies aériennes membres de l'alliance SkyTeam. Tél. 22 23 23 23.

WWW.AIRFRANCE.TG



PROTÉGEONS NOS | PROTECT OUR

OCEANS

LOMÉ, TOGO
15 OCT 2016

**SOMMET EXTRAORDINAIRE DE L'UNION AFRICAINE
SUR LA SÉCURITÉ ET LA SÛRETÉ MARITIMES
ET LE DEVELOPPEMENT EN AFRIQUE**

**AFRICAN UNION EXTRAORDINARY SUMMIT
ON MARITIMES SECURITY AND SECURITY AND SAFETY
AND DEVELOPMENT IN AFRICA**

Sous le Haut Patronage de S.E.M Faure Essozimna Gnassingbé, Président de la République Togolaise
Under the High Patronage of H.E Faure Essozimna Gnassingbé, President of Togolese Republic



RÉPUBLIQUE TOGOLAISE

...rendez-vous/ appointment on

Sommetdelome.org



UNION AFRICAINE